

Dossier
Quatrième
Internationale

N° 218 - 27 octobre 1979
ONZIÈME ANNÉE

Fr. 2.-

la brèche

organe bimensuel
de la ligue marxiste révolutionnaire
section suisse de la IV^{ème} Internationale

Prague: liberté pour Petr Uhl et ses camarades!

page 12



Congrès FOBB

page 5



Interfoto

Elections nationales: résultats et commentaires

pages 3, 4

sommaire

EDITO	
Elections nationales : un parlement minoritaire	3
Montreux, 18.11.79 : marche Nestlé-Symposium	3
SOCIAL	
Congrès FOBB, une combativité s'affirme	5
Genève : un recyclage patronal au goût du patronat	5
DOSSIER	
L'internationalisme comme méthode	6-7
POLITIQUE	
Elections nationales : l'union nationale consolidée ?	4
Les réformistes et la sécurité sociale	8
Faits et méfaits	8
INTERNATIONAL	
ITALIE : Fiat, des licenciements provocateurs	9
BRESIL : création du Parti des Travailleurs	10
NICARAGUA : une situation de double pouvoir	10
PAYS DE L'EST	
Bahro libéré !	12
Procès de Prague : ils ont osé !	12
L'AFFICHAGE SAUVAGE à Genève 1968-1978	11

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :
 6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50
 une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-
 une année, enveloppe fermée : fr. 55.-
 une année, étranger (Europe) : fr. 80.-
 Outre-mer : prendre contact avec nous
 abonnement de soutien : fr. 100.-

Lausanne. (préciser le type d'abonnement).
Pour toute correspondance : Case postale
 1000 Lausanne 17 CCP 10-25669
 Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.

SOUSCRIPTION DE 25 000 FRANCS.

Vous nous avez donné vos voix,
 donnez-nous vos sous :
SOUSCRIVEZ !

La Brèche, CCP 10 - 25 669, Lausanne
 mention : "souscription".

E

Espagne : amnistie pour les 11 femmes inculpées !

Le 26 octobre, se déroule à Bilbao le procès de 11 femmes accusées du "délit" d'avortement. Elles encourent des peines de prison qui vont de 6 mois et un jour (pour celles qui ont interrompu leur grossesse) à 60 ans (pour celle qui a pratiqué les avortements) avec perte des droits civiques pendant 11 ans. L'une des causes des grossesses non désirées fut le refus des médecins de prescrire des moyens contraceptifs. En Espagne ce procès dépasse le cadre judiciaire pour donner lieu à une campagne d'ampleur pour le droit à l'avortement. En Suisse un rassemblement a déjà eu lieu devant le consulat d'Espagne à Genève où des lettres de protestation ont été signées. Nous devons poursuivre et élargir à toutes les

forces féministes et du mouvement ouvrier les actions de solidarité avec les 11 femmes inculpées.
 Eva (Genève)

T

CIA - Genève : pour une caisse de prévoyance sociale !

En matière de sécurité sociale, les travailleurs de l'Etat de Genève ont une expérience intéressante à plus d'un titre. Un nouvel épisode de leur lutte va se jouer ces jours prochains. En effet, le 15 novembre, ont lieu les élections des représentants du personnel à la caisse de pension, la CIA (Caisse de prévoyance du personnel enseignant du Département de l'Instruction Publique et des fonctionnaires de l'administration).

C'est une assemblée de 180 délégués du personnel qui dispose du droit de modifier les statuts, qui fixent l'essentiel du fonctionnement de la caisse, les prestations et les cotisations. L'Etat se réserve, lui, le pouvoir de

faire ratifier les statuts par le Grand Conseil.

Pour la première fois depuis longtemps, cette élection va être l'enjeu d'une bataille parmi les travailleurs. Le Comité d'Action CIA (anciennement Comité Référendaire), qui regroupe des militants syndiqués ou non, appartenant à différents services et écoles, s'est attaché à la défense des intérêts des membres de la CIA. Il a notamment été à l'origine, il y a trois ans, du refus d'une hausse de la cotisation rendue nécessaire par le système de capitalisation. Dans le cadre de ces élections, il présente partout où cela est possible des candidats sur un programme précis.

Le Comité d'Action CIA s'oppose à la capitalisation, qui est plus onéreuse que la répartition, en envisageant une baisse de la cotisation. De plus, les sommes fabuleuses ainsi accumulées - plus de 700 millions pour la CIA - sont incontrôlables par les travailleurs.

Enfin, le Comité d'Action CIA lutte pour une extension des droits démocratiques des membres au sein de la caisse et une application des statuts favorables au per-

sonnel.
 Ce n'est pas un des moindres mérites du Comité d'Action CIA que d'avoir suscité la discussion sur ces questions dans les organisations du personnel. Aujourd'hui, plusieurs associations et syndicats reprennent les lignes de force de ce programme. Parmi les plus importantes, citons la VPOD, l'Union du Corps enseignant secondaire genevois et la Fédération des associations de maîtres du Cycle d'Orientation. (...)
 22. 10. 79, M.J.

G

Librairie La Taupe, 8bis rue de la Tour, LAUSANNE

vendredi 2 novembre 18 h. 30

Sylvia et Jean CATTORI

présenteront leur livre
 Asie du Sud-Est - l'enjeu thaïlandais

Sylvia et Jean Cattori ont vécu à Bangkok pendant deux ans. Le 6 octobre 1976, les étudiants de Bangkok tentent de s'opposer au retour des militaires. En vain. La dictature se réinstalle et déclenche une brutale chasse à l'homme. Spontanément Sylvia et Jean ouvrent leur maison aux pourchassés. Des liens d'amitié se nouent. Certains des opposants sauvés par eux rejoignent les maquis du PC thaïlandais. Et un jour, Sylvia est conduite dans les bases de la guérilla. Elle est la première journaliste occidentale qui ait eu ce privilège.

Résultat d'une expérience vécue, ce livre dénonce l'image mensongère d'une Thaïlande heureuse au milieu d'une péninsule bouleversée par des guerres idéologiques et il montre la vraie vie du peuple thaï. Il analyse avec passion et avec minutie à la fois, l'une des sociétés les moins connues et les plus complexes du Tiers Monde.

Etant donné la situation indochinoise actuelle, il est superflu de signaler la très grande importance de ce livre qui révèle toutes les contradictions qui secouent la Thaïlande aujourd'hui.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES !

LAUSANNE

Aula de l'EPFL, av. de Cour 33

sa 27 oct., de 16h. à 24h. : *Journée de l'émigration*. Danses, chants, spécialités culinaires de : Italie, Espagne, Grèce, Turquie, Portugal, Chili, Colombie. Stands, vidéo. Entrée libre. 17h. à 19h. : *table ronde* avec débat sur le projet de loi sur les étrangers avec A. Hunziker, sous-directeur de l'Office fédéral des étrangers, G. Baechtold, Conseiller national, J.-P. Thévenaz, Etre Solidaire, G. Forster, FOBB et des repr. des assoc. étrangères.

Cinémathèque, aula de Béthusy
 ve 2 nov., 19h. : *Le voyage des comédiens (O Thiasos)* de Thodoros Angelopoulos (Grèce, 1975, durée : 3h.50 min).
 ve 9, lu 12, ma 13, me 14, ve 16 nov. : *Semaine du cinéma soviétique* (10 films récents). ve 9, 21h. : *Pièce inachevée pour piano mécanique*, de Nikita Mikhalkov.

Maison des spectacles d'EPALINGES

sa 27 oct., 20h.30 : *Cuarteto Cedron*.

Aula EPFL, av. de Cour 33

ve 2 nov., 20h.30 : *Mama Bea Tekielski*.

CPO - Croix d'Ouchy

sa 3 nov., 20h.30 : *Notamment (François Nicod, Camille de Haan, Annik Mahaim)*

et *Madame Schwab 5 (jazz)*. Fr. 10.-.

Café Théâtre "Le fou créatoire"

Le Suisse, Palud 8

jusqu'au me 7 nov., 21h.30 (sauf di) :

"Conte à mourir debout" par Nitchaeff

clowns company. Fr. 8.-.

Télévision Suisse Romande

je 8 nov. (date encore provisoire) : *Temps*

Présent : *les mutilations sexuelles des femmes en Afrique et au Moyen Orient*.

GENEVE

Salle Patiño, av. de Miremont 26

Festival de musique de l'Inde, org. : AMR

sa 3 nov., 20h.30 : *Nikhil Banerjee* (sitar)

accompagné de tablas et tanpura.

di 4 nov., 15h. : *Kamalesh Maitra* (tabla-tarang, instrument comprenant 15 tablas)

16h. : *L. Subramaniam* (violon).

me 14 nov., 20h.45 : *Azimuth* (trompette - piano - vocaux) - *Trio Alain Monnier*.

Victoria Hall

di 4 nov., 20h.30 : *Anna Prucnal*.

Salle des fêtes de Thonex

je 1er nov., 20h.30 : *Mama Bea Tekielski*.

Pic plouc, impasse rue du Lac

ve 9 nov., 21h. : *Derroll Adams* (banjo).

sa 10 nov., 21h. : *Claude Besson* (dulcimer, Bretagne).

Centre de Rencontres Marignac

je 8, ve 9, sa 10 nov., 21h. : *Bruant Superstar*, par *Alain Bert & Michel Grange*.

Musée d'ethnographie, 65 bd Carl Vogt

jusqu'en mars 80 : *La Marmite Wayana*, cuisine et société d'une tribu d'Amazonie (10h. à 12h. et 14h. à 17h., sauf lu).

Paulo de Coton

CHRONIQUE DU BON GOUT

UN ŒIL ICI, L'AUTRE LÀ-BAS et l'ordre règnera...

M. LE COLLECTIVISME-PASSERA-PAS aime le jardinage et la marche à pied.



M. MAITRISE BIEN-SES-DOSSIERS un pragmatique qui déteste les extrêmes, adore le tire-pipes et les bons livres.



LÀ, VOUS VOYEZ, JE L'AI MAÎTRISÉ; IL NE BOUGE PLUS...

M. POUR-UNE-ARMEE-FORTE homme d'action et de réflexion, président de l'Institut suisse de recherches sur la prostate.



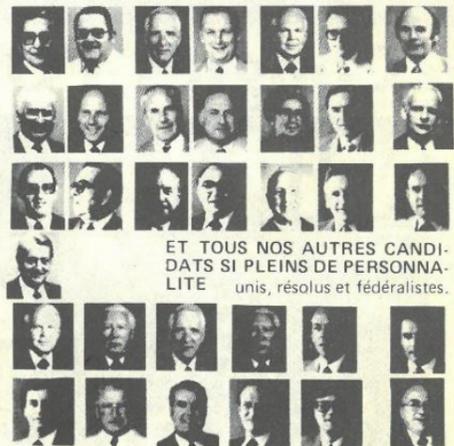
M. POUR-UNE-AIDE-AU-TIERS-MONDE-REALISTE-RAISONNABLE-ET-HUMANITAIRE jouant le rôle d'un tire-bouchon lors de la fête des Vignerons.



M. TINTIN, reporter, MOULINSART, un leader écouté.



M. DES-ACTES-PAS-DES-PAROLE (notre candidat se retient depuis deux heures déjà, dans trois secondes il va émettre un pet). Le bon sens du terrien.



ET TOUS NOS AUTRES CANDIDATS SI PLEINS DE PERSONNALITE unis, résolus et fédéralistes.

M. ECOLOGISTE-DEPUIS-TOUJOURS homme de la nature, soucieux d'équilibre et de modération, mais ne refuse pas de boire son verre à l'occasion.



Avec les ridiculs : ..HEU-REUX !..



Montreux, 18. 11. 1979 :
Marche Nestlé-Symposium

C'est officiel ! du 20 au 22 novembre prochains aura lieu à Montreux le SECOND "SYMPOSIUM LATINO-AMERICAIN/EUROPEEN POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE". Lors du premier, en octobre 1977, 1 200 hommes d'affaires, banquiers, dirigeants d'entreprises et diplomates d'Europe et d'Amérique Latine s'étaient concertés. Les liens économiques et diplomatiques entre l'Europe des banques et des multinationales et les régimes dictatoriaux d'Amérique Latine avaient pu être resserrés. Cette fois-ci, l'opération prend encore plus d'ampleur, puisqu'elle est placée sous le patronage de la BANQUE INTER-AMERICAIN DE DEVELOPPEMENT et du GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE.

De quoi est-il question à Montreux, lors de ce symposium ultra-sélect (ne sont invités par les banques que "les dirigeants d'entreprise du plus haut niveau de direction et de prise de décision") ? Le dossier d'invitation que nous avons en mains en donne un aperçu :

"Depuis les premières années soixante, presque tous les pays d'Amérique Latine ont donné la preuve de leur capacité de croissance et de leur aptitude à transformer leur société... Transformer, oui, mais dans quel sens ? "L'importance croissante de l'Amérique Latine en tant que fournisseur stable et fiable de matières premières et d'énergie et en tant que marché qui, dans le monde en voie de développement, s'étend le plus rapidement et le plus régulièrement." A propos du dernier symposium : "Ce Symposium a été le premier grand congrès non gouvernemental et multilatéral consacré au développement de l'Amérique Latine et à sa coopération avec l'Europe".

Du point de vue de la participation, sont annoncés comme orateurs officiels :

- * Paul Jolles (secrétaire d'Etat pour le commerce et l'industrie),
- * Antonio Ortiz Mena (président de la Banque Inter-américaine de développement, Washington),
- * Otto Graf Lambsdorff (ministre de l'économie, RFA),
- * José Martinez de Hoz, (ministre de l'économie, Argentine),
- * Wolfgang Sauer (président de Volkswagen, Brésil),
- * Sergio de Castro Spikula (ministre des finances, Chili),
- * Karlos H. Rischbieter (ministre des finances, Brésil),
- * Javier Silva Ruete (ministre des finances, Pérou).

L'invitation précise : "Chaque banque aura son bureau et ses experts qui seront à la disposition de leurs clients". (...)

On peut en déduire qu'une partie importante se joue à Montreux. L'avenir financier de plus d'une dictature y trouvera consolidation ou non. Le monde des affaires, comme on dit, y négociera l'exploitation dans les meilleurs termes "pour les deux parties" du monde... des peuples latino-américains.

Nous ne sommes pas neutres face à une telle rencontre. Nous ne pouvons rester indifférents.

Nous ne saurions accepter que l'on présente les relations actuelles entre l'Amérique Latine et l'Europe comme les seules relations possibles !

"NOUS", en l'occurrence, ce sont la plupart des organisations et personnes qui se sont déjà rassemblées et unies pour réagir lors du premier symposium de 1977 et lors du "Symposium de la solidarité" tenu en octobre 1978 à Lausanne avec une participation active de groupes divers et mélangés venus de toute la Suisse romande.

NOTRE OBJECTIF ? Il n'est pas différent de celui des deux années précédentes :

MONTRER QUEL MODELE DE DEVELOPPEMENT, ENGENDRANT DEPENDANCE, DOMINATION ET PAUVRETE, est en jeu dans un tel Symposium.

La forme d'action qui s'est dessinée lors de la première séance vise à combiner la nécessité de répondre aux banquiers, hommes d'affaires, représentants des dictatures latino-américaines et à leur prétendu modèle de "développement" et de la nécessité de démontrer que les personnes scandalisées par la tenue de ce deuxième Symposium à Montreux sont prêtes à un acte d'engagement personnel.

L'action est prévue en quatre temps :

1. Information de l'opinion publique, et tout particulièrement des syndicats : conférence de presse, dossier de presse (début novembre).
2. Marche de protestation le dimanche 18 novembre. Parcours prévu : départ au siège de NESTLÉ à Vevey. Haltes animées en cours de route, participation de groupes musicaux et autres animations. Arrivée à Montreux (objectif : Marché couvert), où aura lieu une brève assemblée avec la participation d'orateurs latino-américains représentants d'organisations populaires ou de libération (FSLN). Des panneaux d'exposition illustreront nos réponses aux questions soulevées par les relations de dépendance entre les deux continents.
3. Pendant la durée du Symposium officiel, l'exposition devra être présentée dans un lieu adéquat à trouver à Montreux.
4. Une assemblée de solidarité, en présence des représentants latino-américains populaires (en particulier nicaraguayens) devrait être mise sur pied à Genève en fin de semaine (le 22, 23 ou 24 novembre).

Cette semaine d'action est d'ores et déjà organisée par un grand nombre d'organisations et de partis. Nous souhaitons qu'elle soit également appuyée, à un titre ou à un autre, par toutes les organisations concernées par les relations entre la Suisse et l'Amérique Latine. Nous lançons en particulier un appel aux organisations syndicales. Nous espérons que notre appel sera compris.

Symposium de la solidarité

Elections nationales
Un parlement minoritaire

Des élections sans passion — tel est le jugement unanime de la presse et des commentateurs au lendemain de ces élections nationales. Le taux d'abstentionnisme, exceptionnellement élevé, inquiète même : "Qui osera désormais s'exprimer au nom du peuple ? — écrit L. Rebeaud dans La Suisse (22. 10. 79) — Chaque fois s'imposera cette restriction mentale : la petite moitié du peuple qui a bien voulu élire les autorités fédérales".

En effet, le parlement qui sort de ces élections est un parlement minoritaire. La "majorité" bourgeoise, dont nous n'avons cessé de rappeler qu'elle n'est que la minorité qui, dans ce pays, commande aux hommes et aux machines, ne recueille qu'à peine un quart des suffrages ! Malgré une propagande massive, financée à coups de millions et de mensonges sur les "libertés individuelles menacées par l'Etat"... Cinq ans après le début de la récession, après les milliers d'emplois supprimés, les attaques répétées à la sécurité sociale et aux droits démocratiques, auxquels viennent s'ajouter les problèmes de l'environnement, nés de l'anarchie capitaliste, l'usure de la politique bourgeoise devient évidente. Voilà le premier constat, le plus net, de ces élections nationales.

Le même commentateur de La Suisse ajoute : "La Confédération, décidément, ne 'tire' plus. L'institution du compromis a brouillé les cartes, éteint les passions. Aux cantons désormais de renouer les contacts démocratiques. Par des choix plus clairs et des pouvoirs mieux définis". Une fois de plus, l'abstentionnisme est réduit à un problème de fonctionnement des institutions : la politique cantonale, soi-disant "plus proche du peuple", servirait à revivifier la vie politique suisse. Le problème n'est pas là, mais bien dans la première partie du constat de L. Rebeaud : "l'institution du compromis a brouillé les cartes". Une étude sur l'abstentionnisme, faite avant les élections, a largement démontré que l'abstentionnisme des milieux ouvriers était le plus fort, touchant avant tout le Parti Socialiste. Même Helmut Hubacher a dû l'admettre devant le Congrès du PSS. Et parmi les raisons de ne pas aller voter, on retrouve souvent celle-ci : il n'y a pas de différence entre la gauche et la droite, ils font tous la même chose !

Le tassement des voix que subit le Parti Socialiste, les pertes que continue à connaître le Parti du Travail/POP en sont l'expression. A la minorité bourgeoise qui fait la loi des licenciements, des restructurations et des décisions parlementaires, le mouvement ouvrier majoritaire n'op-

pose aucune alternative. Plus grave, il "brouille les cartes". M. Morier-Genoud, candidat socialiste vaudois battu par les partis bourgeois, s'est plaint ouvertement, à la TV, que les discussions dans son parti sur la collaboration gouvernementale auraient nui à son élection. Son collègue genevois Willy Donzé, élu, se réjouit d'une "représentation social-libérale de Genève au Conseil des Etats". Comment s'étonner alors des difficultés que rencontrent les partis du mouvement ouvrier et les syndicats à mobiliser les travailleurs contre la politique de la bourgeoisie ?

A cette politique d'union nationale avec la bourgeoisie, les candidatures de la LMR ont clairement opposé celle de l'unité des travailleuses et des travailleurs pour la défense de leurs intérêts propres. Partout où nous nous sommes présentés, principalement dans les centres industriels et les quartiers ouvriers, cette alternative a commencé à connaître un écho réel, y compris sur le terrain déformé des pourcen-

Il n'en reste pas moins que l'opposition qui s'est déjà manifestée à la politique de collaboration des "partenaires sociaux" tant dans le mouvement antinucléaire, le mouvement des femmes que lors des récents Congrès syndicaux de la VPOD et de la FOBB commence aussi, plus faiblement vu les conditions du "jeu électoral" (dont sont exclus les travailleurs immigrés), à s'exprimer sur le plan politique.

Renforcer et développer cette opposition, par une politique indépendante des organisations ouvrières, voilà ce qui sera l'enjeu le plus important de ces prochaines années et que nos candidatures ont voulu affirmer.

Car même minoritaire, la bourgeoisie fourbit ses armes. Sa majorité parlementaire lui assure une marge de manoeuvres encore largement suffisante pour imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs. Le porte-parole du parti libéral, J.S. Eggly, l'annonçait dès le soir des élections : "Le balancier s'est stabilisé en un point plus favorable aux forces qui ne sont pas de gauche. Ce résultat n'est pas la conséquence d'un renforcement du centre mais bien celui de l'action franche et persévérante d'une droite d'inspiration libérale qui a su s'affirmer" (Journal de Genève, 22. 10. 79). Resserrer les rangs bourgeois pour mieux frapper les salariés — tel est, en résumé, le mot d'ordre de cette "droite libérale", qui recouvre aussi les bras forts du parti radical. Et leur intention est claire. J.S. Eggly explique ainsi qu'on pourra aborder "en termes plus réalistes" le développement de la sécurité sociale — lisez la poursuite de son démontage ! Il se réjouit surtout du tassement des voix socialistes qui "devrait renforcer les deux conseillers fédéraux socialistes au sein de leur propre parti". Et c'est le fin mot de l'histoire : au parlement comme au Conseil fédéral, dans les commissions d'experts comme dans les négociations contractuelles, Messieurs les bourgeois se réjouissent déjà de pouvoir continuer à mener par le bout du nez leurs "partenaires sociaux" !

Les 8 000 à 10 000 voix qui se sont exprimées pour la LMR sont d'ores et déjà l'expression qu'une force est prête à refuser cette politique. Mais le mouvement ouvrier, dans sa grande majorité, reste faible, peu organisé dans les syndicats et les entreprises, divisé par des décennies de collaboration de classe qui a laissé des catégories entières de travailleuses et travailleurs en marge de la "prosperité" et qui a affaibli tout le mouvement ouvrier face aux nouvelles attaques de la crise et de la récession. Devant le Congrès

suite page 4



tages électoraux. En Suisse allemande, spécialement à Bâle et à Zurich, les sièges gagnés par les POCH traduisent aussi une volonté, encore diffuse, de sortir de l'impasse du compromis permanent et institutionnel établi sous la coupole fédérale. Une volonté bien diffuse il est vrai, car le mot d'ordre central des POCH, "la vie et non le profit", faisait davantage appel à une opposition confuse au développement anarchique de la société bourgeoise plutôt qu'à une claire définition des tâches qui attendent les travailleurs et leurs organisations. Dans les quatre ans à venir, on aura certainement encore l'occasion d'en juger, les POCH s'affirmant eux aussi — comme le PSS ou le PdT — pour un "renouveau démocratique" appuyé par une alliance avec des forces bourgeois-

Le comité central de la LMR a discuté des activités de notre organisation concernant la réduction du temps de travail. Le comité central est tombé d'accord sur le fait que ce thème devra prendre une signification permanente pour notre travail dans les syndicats et les entreprises. La revendication de la diminution du temps de travail a un caractère défensif pour la classe ouvrière (places de travail, stress), mais elle ouvre en même temps la voie pour un renforcement du mouvement ouvrier (unité entre suisses et immigrés, contrôle sur les cadences de travail, remise en question de la logique du profit). Tous les secteurs et les groupes d'entreprise de la LMR élaborent des plans d'action à ce propos; le séminaire sur notre travail syndical et ouvrier qui se tiendra en décembre tirera un premier bilan de ces activités. Un des points d'appui de ce travail sera, entre autres, la question discutée déjà largement, du temps partiel et du stress sur la place de travail.

D'autre part, le CC a approuvé le bilan du Congrès de la VPOD présenté par le groupe de travail-VPOD. Au cours de la discussion le problème suivant fut posé : comment un syndicat fortement fédéraliste (organisé par branche et par région) peut-il être capable de répondre aux attaques de la bourgeoisie lorsqu'elles sont décidées au niveau national (budget de la Confédération), et non pas seulement à leurs effets par ricochet au niveau cantonal ou communal ? Le prochain débat aux Chambres sur le blocage du personnel aura lieu en décembre. Toutes les forces doivent être mobilisées dans le syndicat pour que les directives de la politique syndicale, décidées au congrès, commencent à être appliquées — ce qui constituera aussi un pas décisif pour surmonter le fossé entre romands et alémaniques.

Un premier court bilan a été tiré des réactions à la proposition de la LMR de lancer une initiative populaire "pour le droit à une formation complète", il montre que notre projet rencontre un écho positif.

Pour la deuxième fois la question de la construction du parti dans la prochaine période a suscité une discussion de fond au CC, ceci pour la préparation d'un texte pour le Ve congrès de la LMR. Le problème discuté : comment devenir une organisation qui non seulement par son programme, mais aussi par sa composition sociale soit un véritable parti de la classe ouvrière ? Il est également décisif que la LMR soit capable d'être présente, avec ses propres propositions, dans le processus de discussions qui commencent à voir le jour dans les entreprises et les syndicats. L'accent mis sur notre travail en direction des entreprises et des syndicats, déjà décidé lors du quatrième congrès, doit être encore approfondi au prochain congrès, avec toutes ses conséquences politiques et organisationnelles.

Enfin un point important fut consacré à la préparation du XIe congrès de la IVe Internationale. La résolution proposée sur l'Amérique Latine fut débattue. La discussion engagée à ce propos dans la LMR prendra fin prochainement lors d'une conférence nationale de délégués où les textes seront soumis au vote et lors de laquelle les délégués pour le congrès mondial seront élus.

KUDELSKI LICENCIE ET RESTRUCTURE

Ayant appris que la direction de Kudelski s'appretait à envoyer une lettre de licenciements à 60 employés et ouvriers d'ici à la fin du mois d'octobre, avec un délai de deux mois, nous avons distribué un tract informant les travailleurs de l'entreprise de cette nouvelle et mettant la direction au défi de la démentir.

Le lendemain dans la presse, Kudelski confirmait qu'une restructuration était en cours et déclarait : "L'entreprise se montrera plus exigeante dans le travail, pour obtenir un abaissement des prix de revient. Il y a, dans nos ateliers, vingt à trente personnes de trop", et il ajoutait : "Il faut avoir du courage pour continuer à fabriquer ici", "Nous nous battons comme des diables pour nous en sortir".

Lors de l'assemblée du personnel qu'il a convoquée, Kudelski a expliqué clairement ce qu'il entendait par "courage" et "se battre comme des diables" : la gratification de fin d'année est supprimée et pour que les travailleurs n'en aient pas des aigreurs d'estomac, le bon papa Kudelski supprime aussi le repas de fin d'année.

Kudelski veut que les travailleurs se serrent la ceinture pour que ses profits se portent bien. Face à ces attaques à l'emploi et aux conditions de travail de l'ensemble des travailleurs de Kudelski, seules la mobilisation et l'unité des travailleurs et de leurs syndicats pourront faire reculer la direction.

EDITORIAL (suite)

suite de la page 3

du PSS, H. Hubacher avait lui-même que le PSS ne parviendrait même plus à mobiliser 12 000 personnes comme l'avaient fait les motards !

En mettant toutes leurs forces à surmonter cette faiblesse, par une claire politique d'unité de tous les salariés, les voix qui se sont exprimées pour la LMR peuvent contribuer à modifier ce rapport de forces défavorable. A Helmut Hubacher, nous pouvons déjà répondre que 8 000 personnes s'étaient mobilisées à Berne contre la PFS... et contre l'avis majoritaire du PSS. Demain, dans les syndicats et les entreprises, autour des revendications prioritaires pour tous les travailleurs, dans le mouvement femmes ou antinucléaire cette force pesera bien plus fortement sur les rapports de forces politiques que les petits gains et pertes de ce week-end...



Elections nationales : L'union nationale consolidée ?

La grande majorité des salariés a "boudé" les urnes pour ces élections aux Chambres fédérales. Les commentateurs bourgeois — tout en se frottant les mains à propos du tassement des voix des partis ouvriers — s'interrogent sur une éventuelle perte de crédibilité des "institutions démocratiques". Mais les partis des patrons ont de quoi être satisfaits. Leur majorité de sièges au Conseil National n'a pas été entamée; elle est de 143 à 57 pour les partis ouvriers (PSS, PST, POCH, PSA). En pour cent sur le plan national, la stabilité est la règle, puisqu'on enregistre un léger tassement du Parti socialiste (-0,6 o/o), une très très faible progression des partis bourgeois, radicaux, PDC et UDC (+1,9 o/o; 0,9 o/o; 1,5 o/o respectivement). Les quelques changements de sièges dans le camp bourgeois se font au profit des partis qui sont à l'avant-poste des attaques aux dépenses sociales, les radicaux et les libéraux.

Autant en emportent les promesses électorales

Voilà qui va clairement dans le sens des désirs du patronat, exprimés avant les élections déjà, de voir se dégager du scrutin "une politique claire orientée vers l'économie de marché", qui permette une "adaptation des activités de l'Etat aux conditions économiques qui se modifient, concrètement qui favorise un certain redimensionnement et une consolidation" (Journal des Associations patronales du 11. 10. 79). Les objectifs de la bourgeoisie sont exprimés en termes très explicites — "mesures d'épargne nécessaires, soit stabilisation des subventions fédérales" — et l'attaque à l'AVS avec des termes d'un cynisme brutal — "le point de vue de la survie (la survie des vieux n'intéresse pas le patronat, ndlr) a prévalu sur toutes autres considérations, ce qui signifie qu'il faut prendre avec précaution toutes les promesses électorales qui parlent d'expansion des charges sociales". Les électeurs savent ainsi à quoi s'en tenir sur les promesses des partis financés à coups de millions par les officines patronales, promesses dont ils avouent ouvertement qu'elles n'engagent à rien, bien au contraire.

La droite se serre les coudes et la gauche se démobilise

La droite, après la première crise de 1975 et avant celle qui s'annonce en 1980, a su serrer les rangs et mobiliser son électorat. Minoritaire dans le pays — plus de 90 o/o de la population active est salariée — la bourgeoisie a réussi, avec l'aide des mass media qu'elle contrôle dans leur plus grande partie, et grâce à l'argent qui a coulé à flot dans les caisses de ses partis, en remerciement pour les grands et petits services rendus aux banques et aux patrons, à maintenir ou même à consolider ses positions en ter-

mes de sièges. Elle a réussi une fois de plus à tromper sciemment les salariés qui lui ont accordé leurs suffrages.

Dans cette opération de repli électoral, elle a été puissamment aidée par la politique des organisations ouvrières traditionnelles. Refusant de mobiliser les salariés pour organiser une riposte aux attaques patronales, pratiquant une politique de collaboration à tous crins avec les partis bourgeois, le Parti socialiste a été incapable de mobiliser électoralement les travailleurs. Dans les cantons où la gauche a connu des succès importants, dans les mots d'ordre qu'elle avançait lors de votations, où s'exprimait une confrontation avec la politique de la bourgeoisie

de parti, le PDC quelque 2 000, seul le Parti libéral progresse, comme le parti de choc de la droite; dans le canton de Vaud, le Parti radical perd 2 000 suffrages de parti, le Parti libéral se renforce, comme à Genève, dans ce même cadre de polarisation accrue entre la gauche et la droite. A Neuchâtel, la droite (radicaux, libéraux, PPN) recule aussi par rapport à 1975 de 3,5 o/o et à Berne les radicaux perdent 4 000 suffrages.

Le décalage s'approfondit ainsi encore plus entre ce miroir déformant qu'est l'hémicycle du Conseil national et la réalité sociale du pays. Ce fossé va sans aucun doute s'élargir dans ces prochaines années, avec l'accroissement annoncé de la politique anti-ouvrière de la ma-

forcement objectif très net du mouvement ouvrier. A Zurich également un tel renforcement est perceptible : en ville de Zurich, les partis ouvriers passent de 34,5 o/o en 75 à 39,5 o/o en 79. Cette progression se marque par le gain d'un siège supplémentaire par le PS et d'un siège par les POCH. Notons qu'à Zurich comme à Berne, on assiste à l'effondrement du parti républicain de Schwarzenbach qui trouvait une certaine base chez les salariés : à Zurich il passe de 6,2 o/o à 0,9 o/o et à Berne il perd quelque 7 500 suffrages de parti.

La LMR : 1 o/o en moyenne dans les centres industriels

La LMR a obtenu environ 8 000 suffrages de parti sur le plan national. C'est un résultat appréciable, en progression par rapport à 1975. Tout au long de la campagne, dans de nombreuses assemblées publiques, comme dans les réactions à propos de nos interventions à la TV et à la radio, nous avons constaté que nos propositions rencontrent un intérêt croissant chez les salariés, dans les rangs des syndicats, qu'elle ont suscité un débat dans et entre les organisations ouvrières. C'est là un aspect positif et très important de notre campagne même s'il ne se traduit pas toujours et forcément par le vote pour nos listes. La pression à voter "utile", c'est-à-dire pour des listes qui ont une "chance" d'obtenir un siège a fortement joué. Mais malgré ce handicap — ainsi que celui, presque mortel, du silence ou souvent des calomnies d'une partie des mass media — nos résultats montrent qu'il existe, parmi les salariés, une volonté, minoritaire certes, de s'opposer, sans concessions aucunes, à l'offensive de la bourgeoisie. La méthode que nous préconisons pour y arriver, l'unité des salariés et de leurs organisations, à l'opposé de celle de collaboration et de capitulation pratiquée par les directions du PS et des syndicats a trouvé aussi un impact conforté par les expériences de ces cinq dernières années (PFS, protection de la maternité, nucléaire, TVA). Les fortes pertes du PdT, particulièrement en Suisse romande, expriment le désenchantement de certains salariés à l'égard d'un parti qui mène, à une autre échelle, la même politique que celle du parti socialiste. Le fait que nous maintenions ou même que nous augmentions nos suffrages — malgré l'abstention plus forte —, le fait que nous obtenions dans une ville comme Baden, véritable bastion industriel en Suisse allemande, 1,4 o/o ou à Baar, banlieue industrielle de Zoug, 2,6 o/o, sont autant de signes qui confirment la nécessité et la possibilité, même en Suisse où les rapports de forces politiques sont encore très stables, de constituer un parti révolutionnaire et socialiste.

JMD

Tableau des résultats (en suffrages de liste)

	LMR		PdT		PS		POCH	
	1975	1979	1975	1979	1975	1979	1975	1979
Genève	783	923	13 535	11 763	17 220	13 632		
	0,97 o/o	1,24 o/o	16,84 o/o	17,2 o/o	21,4 o/o	19,9 o/o		
Vaud	2 013	1 446	13 592	10 505	35 133	28 087		
	1,6 o/o	1,3 o/o	10,7 o/o	9,3 o/o	27,6 o/o	24,8 o/o		
Neuchâtel	550	518	4 088	2 544	16 824	14 434		
	1,2 o/o	1,2 o/o	9,0 o/o	6,2 o/o	37,5 o/o	35,2 o/o		
Berne	532	564	2 115	761	103 280	89 686	1 540	4 055
	0,16 o/o	0,2 o/o	0,63 o/o	0,25 o/o			0,46 o/o	1,3 o/o
Argovie		1 087						
		0,58 o/o						
Zug	864	1 088			16 858	15 858		
	1,8 o/o	2,2 o/o			35 o/o	35 o/o		
Bâle	170	330	2 668	2 101	19 411	17 834	2 308	4 638
	0,3 o/o	0,6 o/o	4,3 o/o	3,8 o/o	31,4 o/o	32,2 o/o	3,7 o/o	8,4 o/o
Zürich	678	821	3 654	3 811	79 477	84 105	5 058	7 298
	0,2 o/o	0,3 o/o	1,1 o/o	1,2 o/o	23,9 o/o	26,5 o/o	1,5 o/o	2,3 o/o
Lucerne	339	203						
	0,35 o/o	0,19 o/o						
Schaffhouse canton								
ville								

— vote contre la police de répression de Furgler, contre la TVA, vote favorable à l'initiative antinucléaire — le Parti socialiste (PS) comme le Parti du Travail (PdT) enregistrent des pertes de listes par centaines, voire par milliers. A Genève, le PS perd environ 4 000 suffrages de parti, le PdT 2 000; dans le canton de Vaud, le PdT en perd environ 3 000, le PS 7 000; dans le canton de Neuchâtel le PS en perd 2 000, le PdT 1 500. A Berne, le PS perd 11 000 suffrages de parti, le PdT plus de 1 000. Mais ces pertes n'ont pas été du tout "recupérées" par les partis bourgeois, du point de vue du nombre des suffrages. Les salariés qui n'ont pas voté pour les partis ouvriers n'ont pas non plus accordé leur confiance aux partis patronaux et à leur solution à la crise. Ils se sont abstenus, face à l'absence d'alternative politique crédible à la politique bourgeoise de la part du mouvement ouvrier; ou alors, dans certains cas, comme dans le canton de Vaud, ils sont allés voter pour un groupe comme le GPE (Groupe pour la Protection de l'Environnement).

Mais l'érosion de la base électorale des partis bourgeois — tendance apparue aux élections de 1971 — se poursuit. A Genève, le Parti radical perd 4 000 suffrages

de parti, le PDC quelque 2 000, seul le Parti libéral progresse, comme le parti de choc de la droite; dans le canton de Vaud, le Parti radical perd 2 000 suffrages de parti, le Parti libéral se renforce, comme à Genève, dans ce même cadre de polarisation accrue entre la gauche et la droite. A Neuchâtel, la droite (radicaux, libéraux, PPN) recule aussi par rapport à 1975 de 3,5 o/o et à Berne les radicaux perdent 4 000 suffrages.

A Bâle et à Zurich : un renforcement du poids politique du mouvement ouvrier

A Bâle, le mouvement antinucléaire, ainsi qu'une certaine réactivation des organisations ouvrières — avec entre autres le développement des POCH — a conduit, lors de la dernière législature, à des votes opposés à la politique du Conseil fédéral (PFS, TVA, nucléaire). Dans le cadre de ces élections, ce développement politique s'est marqué par une progression importante des partis ouvriers : les POCH ont plus que doublé leurs suffrages de parti par rapport à 1975, l'appareillement de listes POCH-PdT-LMR a obtenu 12,8 o/o et un siège, et, avec le PS, le camp ouvrier représente aujourd'hui 45 o/o des suffrages contre 39,7 o/o en 1975. L'entrée d'une députée des POCH au parlement marque un ren-



Interfoto

Congrès FOBB

Une combativité s'affirme

la direction syndicale avait placé les élections aux instances centrales en début de congrès. Les délégués refusèrent d'emblée cette manière de faire. A une majorité très nette, ils décidèrent de renvoyer les élections en fin de congrès.

L'essentiel du congrès était consacré à la redéfinition de la politique syndicale; ce débat avait lieu dans le cadre de l'examen des propositions des sections, groupes professionnels et groupes d'intérêts (femmes, jeunes, etc.), de l'adoption d'un "programme de travail 80" et de la votation d'un certain nombre de résolutions.

Le nombre des propositions "de la base" était énorme. La direction syndicale les avait classées au préalable selon leur contenu et avait fait accepter par l'assemblée nationale des délégués des "suggestions de vote". Le congrès devait ainsi se prononcer sur 245 "suggestions de vote"; 151 propositions ne posaient pas de problèmes: pour 149 d'entre elles, la direction avait admis d'emblée qu'elles seraient acceptées; deux furent retirées au cours du congrès. La discussion se concentra donc sur les 94 restantes. Elle fut souvent très intense. Pour 31 d'entre elles, le congrès a décidé de modifier l'appréciation de la direction. Le nombre de propositions "refusées" et celui des propositions "acceptées à l'examen" a ainsi diminué d'un tiers. Le nombre des propositions "acceptées" a passé de 149 à 167. C'est une démonstration éloquent de la pression exercée par la base.

Des prises de position avancées

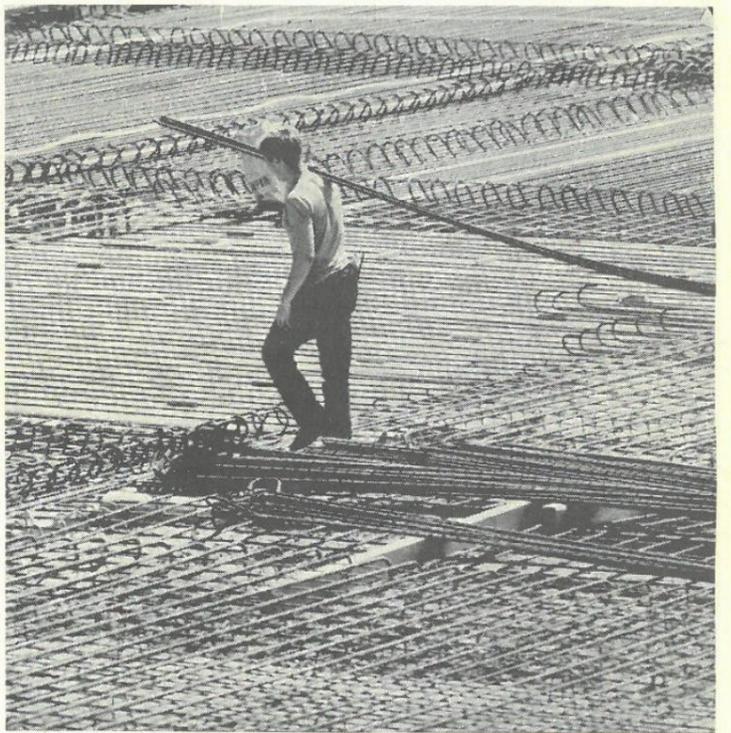
Au-delà des résultats chiffrés, il faut notamment retenir les points suivants:

* Les délégués ont clairement affirmé la volonté d'accroître la démocratie interne du syndicat: le comité central devra désormais soumettre, entre deux congrès, un rapport sur "les décisions liquidées et non-liquidées prises par le congrès".

Les délégués de la FOBB à l'USS auront désormais l'obligation de voter selon les décisions de l'assemblée nationale des délégués. Cette assemblée est chargée d'introduire, à la suite de ce congrès, une meilleure représentation des groupes d'intérêts (femmes, jeunes, vétérans, immigrés, employés techniques) dans les instances centrales du syndicat. Les contrats collectifs et les accords salariaux devront désormais être soumis obligatoirement aux travailleurs concernés, avant d'être signés.

der le soutien syndical à l'initiative "Etre solidaire". Il a été décidé de créer au sein de la FOBB un département central pour les travailleurs étrangers et d'intervenir auprès de l'USS pour demander la création d'une instance chargée de la défense particulière des immigrés.

* Les délégués ont affirmé la nécessité de concilier le développement de la construction avec le respect de l'environnement. La FOBB devra à l'avenir soutenir tous les efforts pour empêcher le développement du nucléaire; elle élaborera



Du 11 au 15 octobre 1979, il y a eu un coup de soleil dans la grisaille de la paix du travail suisse. C'était à Berne lors du congrès ordinaire 1979 de la FOBB. Les gens de la radio, de la télévision et des quotidiens qui couvraient l'événement n'en croyaient pas leurs yeux: un congrès syndical suisse où des travailleurs montent à la tribune pour réclamer une politique de combat!; un congrès où l'on décide des mesures pour accroître le contrôle de la base sur l'activité de l'appareil!; un congrès où l'on adopte des revendications avancées et décide en même temps de se donner les moyens pour les imposer au patronat; un congrès que les délégués ont quitté le dimanche soir avec le sentiment d'avoir fait du boulot...

A nos yeux, c'est effectivement un événement très important. La FOBB est le deuxième syndicat suisse du point de vue du nombre de ses adhérents. Mais c'est aussi le

syndicat qui connaît le nombre d'immigrés le plus important (plus de 50 0/0); or, compte tenu des lois régissant le statut des immigrés, cela représente un handicap sérieux pour mener la lutte syndicale. Ensuite c'est le syndicat de la branche économique la plus touchée par la crise de 74-78 et où on a pu avoir l'impression pendant ces derniers 2-3 ans que les patrons étaient absolument seuls à faire "la loi". Le congrès de Berne a montré qu'en dépit de ces difficultés la combativité ouvrière n'est pas morte dans cette branche! Les travailleurs n'ont pas été battus. Ils veulent riposter et utiliser leur organisation, le syndicat, pour avoir gain de cause!

Une base qui s'affirme

Le ton a été donné dès le premier jour. Craignant que le débat de fond n'engendrât des confrontations préjudiciables à certains dirigeants,

Genève: un recyclage au goût du patronat

Le Conseiller d'Etat genevois Borner vient de rendre public un code de recyclage cantonal qui sera financé par une somme annuelle de 250 000 francs. Ce code, qui représente une attaque en règle contre les chômeurs et l'ensemble des travailleurs, a été "négocié" dans une commission tripartite Etat-patronat-syndicats.

Le radical Borner, le "Monsieur Emploi" du canton, s'est donc mis à parler de recyclage avec les syndicats, mais ce n'est pas un système de recyclage dans l'intérêt des travailleurs qu'il nous présente! Selon la volonté des patrons dont il est un représentant, Borner veut plutôt mettre en place un système qui organise la mobilité et la manipulation des salariés à la mesure des besoins économiques très concrets des entreprises privées.

Qu'est-ce que le code de recyclage des chômeurs?

46 articles définissent les conditions pour bénéficier d'un recyclage. Sans avoir encore de base légale, il est déjà appliqué. Ci-dessous, les 6 points généraux que le "Comité contre le code de recy-

clage" a estimés inacceptables dans son premier tract:

1. Il est discriminatoire puisqu'il ne s'applique qu'aux chômeurs. Il bloque les possibilités de recyclage pour tous les autres travailleurs non chômeurs, notamment les femmes devant retravailler (pour cause de divorce, de veuvage, de chômage ou de maladie du mari). La restriction aux seuls chômeurs accroît le risque de mesures coercitives à leur égard en cours de recyclage.
2. Il est fait pour satisfaire les stricts besoins de l'économie. Un chômeur "plaçable à court terme" dans son secteur professionnel n'a pas droit aux mesures de recyclage. C'est donc une subordination pure et simple du recyclage aux besoins du patronat. C'est la négation de la liberté des travailleurs de choisir leur emploi et leur secteur d'activité.
3. Il introduit une division entre les chômeurs. Division entre genevois et confédérés, entre suisses et étrangers. Division entre les chômeurs "plaçables à court terme" qui n'ont pas droit au recyclage et les autres.
4. Il place les chômeurs sous le pouvoir discrétionnaire de l'Administration. Le chômeur ne peut pas demander à

faire un recyclage. C'est l'Administration qui trie les recyclables et les "non-recyclables".

5. Il oblige des employés de l'Etat (placeurs, assistants sociaux, conseillers d'orientation) à exercer une contrainte sur les chômeurs, au détriment des principes démocratiques les plus élémentaires.
6. Les patrons licencient et restructurent, mais le coût du recyclage est à la charge des salariés et de la population. (Impôts et prélèvement sur les cotisations de l'Assurance chômage).

La position inacceptable de la CGAS

La Communauté Genevoise d'Action Syndicale (dont font partie les syndicats de l'USCG) défend ce code de recyclage et explique qu'il s'agit là d'un premier pas. Ces Messieurs étaient d'ailleurs tellement pressés de cautionner ce code qu'ils l'ont fait au mépris de la démocratie syndicale la plus élémentaire: la CGAS, qui siège dans la commission tripartite dite de "réinsertion" ayant élaboré le code, l'a soutenu avant même que le comité de

l'USCG se soit prononcé. Par la suite, la décision a été ratifiée et il ne s'est guère trouvé que la VPOD, la FST et le SSMM pour s'y opposer!

Comment riposter?

Il faut insister auprès du PS et du PdT pour qu'ils rejoignent le "comité contre le code de recyclage" et pour qu'une opposition massive, large et unitaire se développe face à cette nouvelle attaque de la bourgeoisie.

Un second axe de la riposte réside dans l'exigence, par l'ensemble du mouvement ouvrier genevois, de l'application immédiate de l'initiative non-formulée des syndicats, acceptée en février 1978, et que les bourgeois bloquent systématiquement. Il faut faire payer aux patrons les frais de la formation professionnelle et du recyclage!

Finalement, la revendication, que nous avançons dans notre projet d'initiative, d'ateliers publics d'apprentissage est une alternative possible et nécessaire à de tels codes anti-ouvriers.

19. 10. 1979, Ber.

une "conception FOBB de l'énergie" basée sur l'encouragement de formes de construction évitant le gaspillage d'énergie et respectant l'environnement.

* Les délégués ont adopté de bonnes résolutions sur les assurances sociales et la formation professionnelle. Une résolution, acceptée, se prononce pour l'interdiction du travail temporaire.

* L'attitude à l'égard des femmes-travailleuses a été malheureusement moins claire. Bien sûr, les délégués ont pris position contre les différences de salaires entre hommes et femmes. Ils ont aussi adopté le principe permettant aux conjoints des syndiqués d'intégrer le syndicat. Ils ont cependant refusé que tout contrat collectif touchant des femmes soit soumis avant sa ratification au groupe d'intérêt des femmes pour préavis. Dommage: l'acceptation de cette proposition aurait peut-être pu convaincre des femmes-travailleuses de devenir actives dans ce syndicat composé à 95 0/0 d'hommes...

Malgré cette bavure, il faut reconnaître que l'ensemble des prises de positions témoigne d'une conscience syndicale et politique qui, malheureusement, est encore rare en Suisse. L'intérêt particulier de ce congrès provient cependant de l'attitude adoptée au sujet des revendications conventionnelles. Cet aspect, ainsi que les conclusions générales que nous tirons de ce congrès, seront développés dans la prochaine brèche (no 219).

11ème congrès mondial de la IVème Internationale: L'INTERNATIONALISME COMME

Durant les mois d'été, la LMR a préparé le XIe Congrès Mondial de la IVe Internationale, qui va se tenir prochainement. Quatre résolutions sont soumises au vote (sur la situation mondiale, les perspectives et les tâches en Amérique Latine et en Europe capitaliste, sur le mouvement des femmes), certaines avec des contre-projets. Ces résolutions ont été diffusées depuis plusieurs mois dans toutes les sections de la IVe Internationale et leurs signataires (majoritaires ou minoritaires) ont le droit de les défendre devant les congrès nationaux où seront élus les délégués.

A QUOI SERT UN CONGRÈS MONDIAL ?

L'internationalisme ne se limite pas à des actions de solidarité, comme nous les avons menées pour la révolution indochinoise, la résistance chilienne, les luttes de l'opposition démocratique et socialiste des "pays de l'Est" ou comme nous le faisons aujourd'hui pour la révolution au Nicaragua. L'internationalisme est aussi, surtout, une méthode politique. Pour l'homme de la rue, la "politique internationale" se confond en général avec la diplomatie internationale. Mais nous savons assez — les interventions militaires périodiques des USA, les intérêts bien concrets des trusts suisses défendus sous le couvert de la "neutralité" le montrent — que cette diplomatie n'est que le reflet indirect de rapports de forces économiques et sociaux à l'échelle internationale. Le capitalisme des trusts et des multinationales forme un ensemble — profondément anarchique et inégal, comme l'a toujours été le capitalisme — qui détermine les rapports sociaux et politiques dans les différents pays.

Même dans les pays qui ont aboli le capitalisme (URSS, "démocraties populaires", Chine, Cuba, Indochine depuis 1975), ce contexte international influe. La "construction du socialisme dans chaque pays" — surtout lorsqu'ils sortent du sous-développement — n'est qu'un mythe. Il suffit de rappeler les dévastations de la guerre impérialiste en Indochine, qui ont créé une situation de misère, pour s'en convaincre : des méthodes autoritaires et autarciques ne remplaceront pas les engrais, les machines, le développement industriel et technique indispensables à un essor de l'agriculture qui permette d'élever le niveau de vie des masses. Et sans ce développement, le "socialisme" ne restera que le partage de la pénurie, qui engendre les inégalités sociales et les régimes bureaucratiques que connaît l'URSS ou la Chine. Ces régimes, chacun à leur manière, ont depuis ravalé l'internationalisme au rang d'une diplomatie d'Etat qui place les intérêts de leur "patrie socialiste" au-dessus des masses laborieuses dans le monde. La division du monde en "camps" en est l'expression : le "camp socialiste" ou celui des "peuples opprimés contre les superpuissances". Que ce soit l'une ou l'autre formule, elles ont conduit à chercher une forme de collaboration de classe

avec la bourgeoisie internationale — baptisée "coexistence pacifique" — qui a affaibli le mouvement ouvrier et même conduit à des défaites.

Mais les contradictions sociales issues de la concurrence impérialiste d'une part, des inégalités perpétuées par les régimes bureaucratiques de l'autre, se sont toujours montrées plus fortes que ces schémas. Les crises révolutionnaires au Portugal et dans ses colonies africaines, en Iran et au Nicaragua, la résistance ouvrière à la crise en Europe capitaliste, l'apparition d'une opposition publique dans les "pays de l'Est" l'ont confirmé ces dernières années. L'internationalisme révolutionnaire se fonde sur ces contradictions sociales pour déterminer comment, malgré le poids de l'impérialisme et des régimes bureaucratiques, la classe ouvrière et les masses opprimées peuvent y renforcer leur expérience et leur conscience politique, sans lesquelles le rapport de forces ne se modifiera pas en leur faveur.

Il est donc essentiel, pour s'orienter politiquement, de comprendre quelles tendances objectives vont dominer, à l'échelle internationale, au cours de la prochaine période. C'est à cela que sert un Congrès Mondial. Il ne peut résoudre les tâches précises d'une section ni déterminer son orientation concrète dans tel ou tel pays. Il est en revanche indispensable pour comprendre si la lutte des classes va connaître une phase de stagnation, de recul ou au contraire de nouvelles mobilisations sociales. Les luttes ouvrières au Brésil, en Colombie, le renversement de Somoza ne sont-ils que des soubresauts ou l'annonce d'une nouvelle vague de confrontations sociales qui va contrecarrer les régimes dictatoriaux instaurés depuis plusieurs années en Amérique Latine ? Les difficultés, pour la classe ouvrière européenne, de trouver un débouché politique aux luttes contre la crise économique traduisent-elles un reflux depuis mai 1968 ou une phase de réorganisation du mouvement ouvrier ? Telles sont les questions que débat un Congrès Mondial, afin de donner aux sections de la IVe Internationale un cadre commun et une orientation générale cohérente, qui leur permettent d'intervenir dans la réalité de leur pays.

UN RAPPORT DE FORCES FAVORABLE A LA CLASSE OUVRIERE

Les thèses soumises au Congrès Mondial partent toutes d'un constat commun : la récession internationale, qui va se prolonger, et les coups portés à la domination impérialiste depuis le Vietnam perpétuent la période d'instabilité politique et sociale ouverte depuis 1968. Cette crise n'est pas seulement économique ou militaire; elle traduit un changement en profondeur des rapports de forces sociaux en faveur de la classe ouvrière, qui annoncent de nouvelles et brusques confrontations de classe. La résolution mondiale souligne : "Cela ne signifie pas qu'on est entré dans une période de crise économique permanente, sans des augmentations périodiques de la production et de l'emploi. Ni que le capital international soit incapable de chercher à redresser le taux de profit et de relancer l'accumulation du capital (...) Mais ni l'ampleur de ces efforts, ni les résultats obtenus par l'offensive anti-ouvrière internationale n'aboutiront à une augmentation qualitative du taux moyen de profit, seul apte à relancer vigoureusement l'accumulation capitaliste et les investissements productifs. Un renversement radical de tendances exigerait des défaites majeures des masses."

Or la classe ouvrière ne sort pas désorganisée de la première vague de la récession internationale et des luttes de masse de ces dernières années.

En Amérique Latine, les espoirs nés de la victoire de la révolution cubaine avaient engendré une vague de luttes sociales et de luttes de guérilla qui ont été défaits par l'instauration des dictatures au Brésil, en Argentine, au Chili, etc... Ces solutions militaires de l'impérialisme n'ont cependant pas résolu la crise structurelle que connaissent ces pays. L'industrialisation de ces dernières années, spécialement dans des secteurs industriels modernes, a approfondi le chômage dans les campagnes, grossissant les bidonvilles des centres urbains. Elle a surtout renforcé, dans ces secteurs industriels, une classe ouvrière nouvelle qui est à la tête des luttes ouvrières au Brésil, au Pérou, en Colombie, en Bolivie et même en Argentine. Elle a enfin provoqué une crise durable des courants populistes bourgeois (soutenus par la social-démocratie comme par les PC et qui tiennent les organisations syndicales), qui ne peuvent plus, comme dans l'après-guerre, tabler sur une relance économique internationale pour légitimer une alliance avec la bourgeoisie nationale et améliorer quelque peu le niveau de vie des masses. La bourgeoisie industrielle moderne s'est elle-même étroitement intégrée dans l'administration et l'Etat des régimes dictatoriaux qui ont écrasé le mouvement ouvrier. La crise du péronisme en Argentine en offre un exemple patent.

Ces modifications politiques et sociales ont cependant aussi conduit à une crise ouverte des organisations — dont celle de la IVe Internationale — qui s'étaient orientées vers une stratégie de guerre de guérilla. Même au Nicaragua, celle-ci n'a permis de renverser Somoza que grâce à une mo-

bilisation des masses urbaines. La résolution sur l'Amérique Latine insiste sur ce bilan pour réorienter la politique de la IVe Internationale vers une question déterminante pour l'avenir du mouvement ouvrier latino-américain, principalement dans les pays où existe déjà une forte tradition syndicale (Argentine, Chili, Pérou, Brésil, Colombie, Mexique) : la rupture de ses alliances traditionnelles avec les courants populistes bourgeois qui ont toujours entravé son développement autonome, la lutte pour des syndicats indépendants et pour un parti des travailleurs indépendant des formations bourgeoises (comme l'a fait le mouvement ouvrier européen dans la seconde moitié du siècle dernier). C'est par exemple aujourd'hui une question débattue dans le mouvement syndical brésilien et qui ne sera pas sans incidence sur le débouché politique des grèves importantes de ces derniers mois.

En Europe capitaliste, le mouvement ouvrier s'appuie sur des traditions politiques et syndicales plus solides. C'est à la fois sa force et la raison de ses difficultés à avancer une alternative politique aux directions réformistes, qui prônent ouvertement l'attentisme, la division et des mesures d'austérité pour ne pas s'affronter directement au fonctionnement du régime capitaliste.

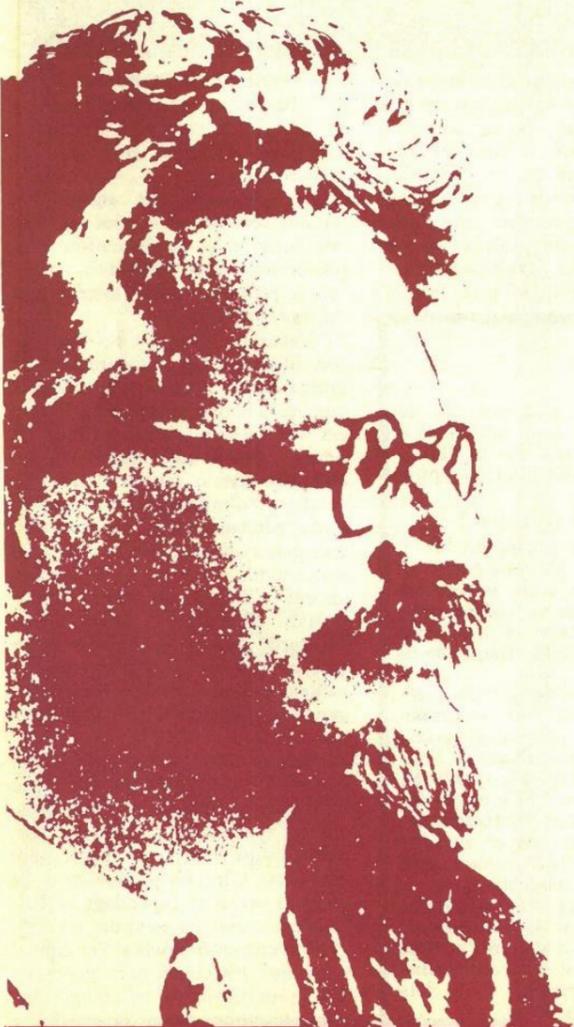
Cette contradiction a déçu plus d'un militant, qui, dans l'élan de Mai 68, comptait sur un débordement rapide des directions réformistes imposant une solution ouvrière à la crise du capitalisme. La stabilisation relative au Portugal, les divisions de la gauche en France, la politique de compromis historique en Italie ou de compromis démocratique en



Espagne ont ainsi souvent créé le sentiment superficiel d'un retournement de la situation politique et sociale en Europe. Plusieurs courants de l'ancienne "extrême-gauche" en ont déduit une politique de repli vers des mouvements sociaux (comme le mouvement des femmes, antinucléaire, etc.) comme si ceux-ci allaient pouvoir se développer à côté du mouvement ouvrier et de ses organisations et esquiver ainsi la prise en charge de ces luttes par les travailleurs et leurs organisations. Dans certains cas — par exemple les luttes de la jeunesse italienne en chômage — cela a même conduit à des attitudes anti-ouvrières, qui risquent d'accroître les divisions entre travailleurs. La responsabilité des directions réformistes majoritaires, qui ont accepté, durant la première vague de récession, le renvoi "prioritaire" des immigrés, des femmes ou des jeunes ou le blocage des dépenses sociales en est évidemment la cause principale.

Mais, précisément, cette politique provoque des contradictions nouvelles au sein du mouvement ouvrier et de ses organisations. L'entrée dans une période de stagnation économique prolongée d'un côté, la perpétuation des manifestations de la crise des rapports sociaux de la société bourgeoise d'autre part (qui s'exprime dans des mouvements de masse comme les antinucléaires, le mouvement femmes) ouvrent des brèches dans la politique traditionnelle des PS et des PC, qui ne peut faire croire aux "réformes progressives" du capitalisme que lorsque celui-ci est en expansion !

La classe ouvrière européenne, y compris dans ses secteurs traditionnellement les plus forts, commence à en res-



METHODE POLITIQUE

sentir les conséquences. Un examen objectif de son activité au cours de ces dernières années montre que c'est une classe ouvrière renforcée qui affronte aujourd'hui la crise du capitalisme et la politique d'austérité de ses directions. Le poids social des salariés a augmenté, s'élargissant à des catégories nouvelles (techniciens, services par exemple). Les organisations syndicales ont accru leurs effectifs, la syndicalisation pénétrant de nouveaux secteurs jusqu'ici en marge du mouvement ouvrier. Sur le plan électoral également, les partis du mouvement ouvrier ont renforcé leur audience dans des couches nouvelles. Enfin, tout au long de ces derniers mois, mais le plus souvent tour à tour et sans plan de riposte d'ensemble, des grèves ont touché des secteurs-clé, même dans la métallurgie et la sidérurgie allemandes. Ces indices ne doivent évidemment pas cacher les risques qu'une telle situation débouche, à terme, sur un découragement des travailleurs si cette force sociale et cette combativité ne débouchent pas sur une alternative politique. D'autant plus que la bourgeoisie peut s'appuyer sur des points faibles du dispositif de défense des salariés pour frapper préventivement et souvent lourdement (restructurations qui affaiblissent des secteurs traditionnellement forts du mouvement ouvrier comme la sidérurgie, l'imprimerie; traditions et expériences de luttes encore peu mûries, surtout là où la syndicalisation est nouvelle ou bien où la lutte de classe, comme en Suisse, a connu une longue période d'affaiblissement; pression du chômage et utilisation des travailleurs immigrés; faible intégration des travailleuses aux syndicats). Néanmoins, la force



sociale et l'expérience acquise ces dernières années par la classe ouvrière, et spécialement une avant-garde de travailleurs qui s'est développée maintenant depuis 10 ans, en contestant sur des points précis la politique de leurs directions, montrent bien davantage une recomposition des forces du mouvement ouvrier que la bourgeoisie aura énormément de peine à battre en brèche. Dans les syndicats, celle-ci se traduit par des courants d'opposition importants. Dans les PS et les PC, par l'ouverture de débats stratégiques — comme par exemple "l'eurocommunisme".

La résolution européenne en conclut : "Une chose est de riposter immédiatement aux attaques patronales les plus rudes, une autre est de s'opposer efficacement à une politique gouvernementale d'austérité se développant dans tous les domaines. Sur ces terrains, le mouvement semi-spontané des masses trouve sa limite. A ce niveau se fait sentir la nécessité, pour aller au-delà de victoires ponctuelles possibles, d'une orientation de rechange à celle défendue par les appareils qui se font les instruments de la politique d'austérité dans la classe ouvrière et tirent leur force essentielle de leur capacité matérielle à disperser les oppositions".

C'est donc sur cette orientation de rechange que porte l'essentiel du débat de ce Congrès Mondial au sujet de la situation européenne. La politique de collaboration de classe des directions réformistes s'appuie toujours sur le sentiment, chez les travailleurs, que les salariés ne sont pas assez forts pour imposer leurs revendications et doivent donc chercher l'appui de forces bourgeoises. Elle cache ainsi sa

volonté, en fait, de ne pas contester le régime capitaliste lui-même. A cette politique, les révolutionnaires opposent la lutte pour les besoins des masses laborieuses (maintien de l'emploi, diminution du temps de travail, développement des dépenses sociales, etc...), que ceux-ci soient compatibles ou non avec la logique du profit. Autour de tels objectifs, l'unité de toutes les catégories de travailleurs est possible. Cette politique de front unique, qui culmine dans la lutte pour un gouvernement ouvrier contre le pouvoir bourgeois, doit permettre de montrer que les blocages actuels des directions réformistes peuvent être surmontés. Mais elle implique un travail conjoint pour former des cadres révolutionnaires dans les entreprises, développer de forts courants d'opposition dans les syndicats et regrouper les travailleurs les plus conscients dans un parti révolutionnaire capable de contester leur hégémonie aux directions majoritaires du mouvement ouvrier. Le débat sur cette orientation n'est donc pas simplement un débat de commentaires ou d'analyse. Il fixe les tâches et les responsabilités des sections de la IVe Internationale pour gagner la confiance des travailleurs et montrer, dans les luttes sociales et politiques à venir, qu'une alternative révolutionnaire est possible à la crise actuelle du régime capitaliste.

UNITE OUVRIERE ET MOUVEMENT DES FEMMES

Cette orientation vers l'unité de la classe ouvrière est aussi à la base de la résolution sur le mouvement des femmes. Celui-ci s'est jusqu'ici largement développé en-dehors du mouvement ouvrier. L'existence d'un mouvement des femmes, autonome et non-mixte, a permis de combattre les discriminations et l'oppression des femmes sur leurs multiples aspects, alors que la majorité du mouvement ouvrier entretenait lui-même cette oppression.

Mais l'expérience montre que ce mouvement risque à son tour de rester isolé s'il ne trouve pas, dans la classe ouvrière et ses organisations, un relai pour son combat. L'orientation du mouvement des femmes vers une lutte anticapitaliste est pour cela une condition politique essentielle. Les thèses sur le mouvement des femmes en développent les perspectives essentielles. Dans les syndicats comme dans les partis réformistes, la lutte des femmes — les plus touchées par les discriminations, la politique d'austérité, les réductions des budgets sociaux — remet très directement en cause la politique de collaboration de classe des direc-

1919 Fondation de la IIIe Internationale. Ses premiers Congrès (1919-22) définissent une politique (front unique, rôle des conseils ouvriers, rôle de l'Etat bourgeois par exemple) qui, dans ses lignes générales, vaut encore aujourd'hui. La IVe Internationale s'y est référée et l'a défendue contre sa dénaturation par le stalinisme.

1923 Formation de l'Opposition de Gauche. En URSS, elle combat pour un plan d'industrialisation proportionnée (pas la collectivisation forcée faite par la suite !) et pour le rétablissement du pouvoir des conseils ouvriers contre le développement de la bureaucratie. Sur le plan international, elle s'oppose au "socialisme dans un seul pays" qui conduit à soumettre l'Internationale à la diplomatie stalinienne et ses alliances avec la bourgeoisie internationale.

1927 Exclusion puis déportation de Trotsky, début de la répression massive contre l'Opposition de Gauche, qui gagne de l'audience dans plusieurs PC. Elle défend le front unique ouvrier contre la politique suicidaire du "social-fascisme", pour faire échec au fascisme et à la crise.

1933 La défaite en Allemagne et l'établissement définitif de la dictature stalinienne montrent que la IIIe Internationale est devenue irrédressable. Appel à constituer la IVe Internationale. En France (1936) et en Espagne (1936-38), elle lutte contre la coalition des PS et PC avec la bourgeoisie républicaine, qui conduit à de nouvelles défaites et à la préparation de la guerre.

1938 Fondation de la IVe Internationale. Prise entre le fascisme et le stalinisme, qui décourage toute une génération de militants ouvriers, elle ne forme qu'un petit noyau, concentré surtout dans les pays capitalistes avancés.

1948 IIe Congrès. L'audience de la IVe Internationale s'est accrue dans les luttes d'après-guerre. Mais le poids des défaites passées, l'aide massive des USA, la politique de "reconstruction nationale" des PS et PC permettent de stabiliser la situation sociale. Débuts de la révolution coloniale (Chine, Indochine, Corée, plus tard Algérie et Cuba) où la IVe Internationale, malgré des forces très restreintes, développe un travail de solidarité internationale, comprenant que la révolution coloniale va modifier les rapports de forces avec l'impérialisme et le stalinisme.

1953/54 Les reculs d'après-guerre, la menace d'une nouvelle guerre mondiale (guerre froide) et l'isolement de la IVe Internationale provoquent un débat d'orientation qui se solde par une scission. Sauf en France où la section se divise en deux (donnant aujourd'hui la LCR et l'OCI), la



tions et devient un ferment pour l'unification de tous les salarié(e)s autour de leurs intérêts communs.

Mais l'importance du mouvement des femmes ne se limite pas à cela. Il montre aussi, sur le plan social et politique, combien est vitale aujourd'hui une politique révolutionnaire, qui cherche à gagner les alliés de la classe ouvrière non pas des manoeuvres en direction des partis bourgeois, mais par l'affirmation des intérêts de classe des travailleurs pour une société socialiste. L'ampleur qu'a su gagner le mouvement des femmes autour du droit à l'avortement, à la contraception libre et gratuite, de la couverture sociale de la maternité, du combat contre les discriminations en est la preuve vivante. En luttant pour ces droits, il remet fondamentalement en cause des piliers importants de la société bourgeoise : ses inégalités, son système privé de santé, le sous-développement structurel des infrastructures sociales, la division des sexes qui sert si bien à reporter sur la femme (et à bon compte) les tâches ménagères et familiales.

AU-DELA DE CE CONGRES...

Les résolutions soumises à ce Congrès (résumées ici à l'extrême) montrent sur quels points porteront les orientations décidées. Mais un Congrès ne peut épuiser tous les débats. Il doit se concentrer aussi sur les choix prioritaires pour le développement et la construction de l'Internationale et de ses sections. Ces choix vont, clairement, vers une insertion décidée de la IVe Internationale — longtemps minoritaire dans le mouvement ouvrier international — dans le mouvement ouvrier et les secteurs industriels déterminants de la classe ouvrière.

Mais au-delà, d'autres questions subsistent. Une discussion s'est ouverte sur les principes de la démocratie socialiste après le renversement du capitalisme ainsi que sur la situation actuelle en Indochine. Ce débat, qui se poursuivra au-delà de ce Congrès Mondial, devrait à son tour permettre d'actualiser les positions définies depuis longtemps par l'Opposition de Gauche au stalinisme et qui font partie de l'un des héritages les plus importants de la IVe Internationale.

Rivière

QUELQUES REPÈRES :

division se fait grosso modo par pays. La majorité des sections européennes, prévoyant des différenciations dans les PC et les PS, pratique une tactique "entriste" dans ces partis, afin de ne pas se couper des expériences et des débats qui vont traverser le mouvement ouvrier. L'autre partie de la IVe Internationale refuse cette politique comme une adaptation au stalinisme et poursuit une activité essentiellement propagandiste.

1963 Les positions identiques prises par les deux parties de l'Internationale face à la crise du stalinisme, à la révolution hongroise, à la révolution cubaine conduisent à la réunification de la IVe Internationale. La prévision commune (que personne ne fait alors !) d'une nouvelle remontée des luttes ouvrières en Europe, liée à l'épuisement de la haute conjoncture, renforce cette volonté. Seule l'actuelle OCI (France) refuse cette réunification, ne reconnaît pas la révolution cubaine et considère que l'Internationale adopte un cours "liquidateur". Elle crée le Comité pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale (CORQI) qui, en-dehors de petits groupes (comme le Groupe Trotskyste Suisse) ne dépasse pas l'OCI française.

1968/69 IXe Congrès Mondial. Forte croissance de la IVe Internationale dans la nouvelle période de luttes ouvrières et sociales en Europe, aux USA (mouvement anti-guerre), au Japon et en Amérique Latine. Mais cette situation nouvelle pose des problèmes aigus. La ligne adoptée en Amérique Latine, qui généralise faussement l'expérience de la guerre de guérilla, entrave fortement le développement de l'Internationale et conduit à un débat de tendances et fractions jusqu'à la correction et l'abandon de cette orientation (1976/77). L'essentiel de ces tendances sont aujourd'hui dissoutes, montrant ainsi qu'une Internationale peut se construire, y compris au travers d'un débat difficile, si celui-ci conduit à corriger les erreurs et à renforcer la cohésion politique de ses rangs. Issues largement de la jeunesse, les sections des pays capitalistes avancés amorcent une insertion dans le mouvement ouvrier qui les confronte toujours davantage avec l'orientation stratégique à y développer (politique de front uni, développement de courants d'opposition dans les syndicats, travail en direction des bastions du mouvement ouvrier). Les acquis politiques hérités de décennies d'expériences et de tradition de la IVe Internationale révèlent ici leur validité, contrairement à toutes les désillusions de "l'extrême-gauche de 1968".

Le shah manque de liquidités

On a pu lire ces jours dans la presse une offre de souscription très particulière : l'ex-shah d'Iran ne fait pas que soupirer sur le triste sort des tyrans en exil, il pense aussi — ou du moins, il essaie de le faire croire — : ses mémoires vont bientôt paraître en librairie, sous le titre ronflant de "Réponse à l'Histoire". On aura ainsi l'occasion de constater une nouvelle fois que bestialité et stupidité font bon ménage.

Une petite leçon au Conseil fédéral

La direction des PTT proteste contre la ponction supplémentaire que l'Etat veut réaliser sur ses bénéficiaires (un nouvel impôt indirect). Dans le feu de la polémique, les PTT donnent une intéressante leçon de gestion d'entreprise au Conseil fédéral. Selon le Journal de Genève (17. 10. 79), la direction des PTT "souligne que dans le droit moderne des sociétés, on ne parle de bénéficiaires nets que lorsque certaines réserves sont créées". Tous les patrons feraient la même chose que ça ne nous étonnerait pas...

Risquer d'irradier des Argentins ? Sans importance !

Antoine Zorzi, vous connaissez ? Non ? Vous n'y perdez rien. Ce monsieur a réussi le tour de force d'écrire, dans 24 Heures, du 19. 10. 79 un article entier sur le thème de l'énergie nucléaire et les pays du Tiers Monde (en particulier le Brésil et l'Argentine) sans consacrer une seule ligne au traité entre la Suisse et l'Argentine. Ce traité prévoit que l'Argentine, en échange de technologie, prendra en charge les déchets nucléaires suisses. Il est vrai que l'Argentine, c'est si loin... En plus c'est pas les Argentins irradiés qui risquent de se plaindre à 24 Heures, tandis que les industriels suisses fortement intéressés à ce marché, comme Sulzer, par exemple...

Similor, une entreprise en pleine santé...

Similor, un petit parmi les gros de la métallurgie genevoise : 200 employés, 800 tonnes de fonte transformées actuellement en accessoires de robinetterie. Le dernier exercice accuse une augmentation du chiffre d'affaires de 3,5 millions de francs (17 o/o). Qu'à cela ne tienne, l'entreprise s'apprête à remplacer six travailleurs de la fonderie par une machine automatique (valeur : 1,5 million, soit le salaire des ouvriers remplacés durant trois ou quatre ans). Les partis bourgeois ont donc raison : il faut une économie saine pour maintenir l'emploi !

Les convives de Bokassa

La presse bourgeoise est horrifiée : l'ex-empereur Bokassa de Centre-Afrique était cannibale. Elle oublie, dans la plupart des cas, que l'industrie suisse n'a pas été dégoûtée le moins du monde. A fin 1973, le Conseil fédéral recevait Bokassa en audience privée, ouvrant ainsi les portes d'un marché profitable : Ciba-Geigy et Saurer firent de bonnes affaires. Aluisse surtout s'en poutrecha, concluant en 1974 un accord sur l'exploitation des mines d'uranium qui prévoyait, jusqu'en 1982, des exportations d'une valeur de 3 milliards de francs suisses. La chute du cannibale et assassin d'enfants Bokassa modifiera à peine ces relations. Dacko, nouvelle marionnette de l'impérialisme, protégera avec application les intérêts de ceux qui l'ont mis au pouvoir. Et l'on pourra sans autre faire frissonner d'horreur l'opinion publique en lui parlant de la barbarie cannibale des noirs. Les entrepreneurs suisses, eux, sont des gens bien qui savent se tenir à table...

Fontanet organise la chasse aux jeunes et aux immigrés dans les rues de Genève

Après deux "opérations coup de poing" organisées de nuit par la police genevoise et qui ont permis, paraît-il, de repérer quelques étrangers dont les papiers n'étaient pas en règle, Fontanet a décidé de frapper du côté de la jeunesse. Mercredi 18 octobre, c'est-à-dire deux jours après qu'un débat télévisé avait évoqué la drogue comme préoccupation no 1 des Suisses et une semaine avant les élections, 50 gendarmes et inspecteurs ont fait irruption dans deux cafés de Plainpalais, interpellant 34 jeunes. Nombre d'entre eux ont dû passer la nuit à l'Hôtel de police. Un Américain de 20 ans a été maintenu en état d'arrestation pour quelques grammes de H. Comme le disait Babel (PDC), compère de Fontanet (PDC), à la télévision : les jeunes drogués ont besoin de toute notre compréhension !



Partout en Europe, les gouvernements bourgeois cherchent à démanteler les systèmes de sécurité sociale mis en place après la guerre, et à réduire la part de l'Etat dans les dépenses sociales. L'objectif est d'en revenir le plus possible au principe de l'assurance individuelle afin de transférer une partie croissante du financement vers l'individu, chacun payant pour soi. Il s'agit donc de la remise en cause du principe même de la Sécurité sociale; la solidarité entre les hauts et faibles revenus et la disparition progressive de la cotisation du salarié afin de faire assumer l'ensemble du coût de la sécurité sociale par le patronat.

Les acquis du mouvement ouvrier suisse en matière de sécurité sociale se limitent à l'AVS-AI et à la CNA (Caisse Nationale d'Accident). Malgré les subsides de la Confédération aux caisses-maladie, la LAMA garde son caractère très antisocial d'assurance individuelle, non obligatoire, ne remboursant qu'une partie des risques (soins dentaires et préventifs exclus) et ne couvrant pas une partie de la population (les personnes âgées en particulier). Seule l'AVS-AI introduit une certaine redistribution des revenus, car comme le reconnaît l'économiste bourgeois Schaller "l'un des éléments caractéristiques de l'assurance fait défaut à l'AVS. Au lieu d'être proportionnelle au montant assuré, la prime est fonction du revenu du travail. La rente est souvent sans rapport avec la cotisation payée. Celle-ci constitue bel et bien un impôt..." 1). Or l'impôt direct réalise une certaine solidarité entre les revenus que les bourgeois veulent abolir aujourd'hui.

Les lacunes de la sécurité sociale helvétique sont les conséquences de la politique de collaboration de classes des directions syndicales. La gestion paritaire (syndicats-patrons) des caisses de prévoyances professionnelles (2ème pilier) en a toujours été une des bases objectives, et ce n'est que parce que l'AVS ne serait qu'une assurance de base insuffisante pour assurer un niveau de vie convenable au retraité que l'USS (et surtout la FOMH) se décida finalement à soutenir le projet qui fut voté en 1947. De même l'USS et le PSS bloquèrent pour de nombreuses années l'extension possible de l'AVS-AI en sécurité sociale unique et généralisée en soutenant en 1972 les contreprojets du Conseil fédéral rendant obligatoire le deuxième pilier, et permettant ainsi l'échec de l'initiative du Parti du Travail "pour de véritables retraites populaires".

Avant la crise, les réformistes pouvaient encore se raccrocher à la croissance économique pour motiver leur soutien au projet du Conseil fédéral. Depuis lors, la bourgeoisie est passée à l'offensive aux niveaux : financier : restrictions budgétaires tendant à diminuer la part de l'impôt dans le financement de l'AVS, des caisses-maladies et des hôpitaux; législatif : refus de créer une assurance-maternité fédérale, bien que la base légale existe, augmentation de la participation des assurés aux frais de 10 à 20 o/o dans le nouveau projet de révision partielle de la LAMA; institutionnel : rentabilisation capitaliste du secteur hospitalier et limitation de l'accès aux soins.

Face à ces premières attaques qui sont le prélude à une offensive de plus grande envergure, le mouvement ouvrier se doit de proposer une alternative d'ensemble. Le PS tout comme les POCH et le PdT n'y opposent pourtant que des résistances partielles. Leur prétendu "réalisme politi-

"Mais madame, soyez solidaire : notre sécurité sociale aussi est handicapée."

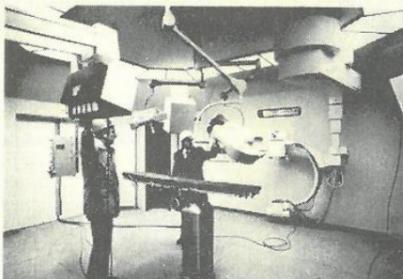
Les réformistes et la sécurité sociale

SANTÉ ET PROSPÉRITÉ...

que" les fait distinguer un programme minimum — dont l'application est compatible avec l'état actuel du système capitaliste — d'un programme maximum à long terme, qui n'a pour l'instant que l'aspect d'une profession de foi.

1. En matière de santé, ils se bornent à exiger une réforme de l'assurance-maladie et accident (LAMA) proche dans son contenu de l'initiative socialiste de 1973, mais sans proposer l'unification des 600 caisses-maladie et la nationalisation des compagnies d'assurances privées. Sans une telle mesure, il est illusoire de revendiquer, comme le fait le PdT "un système de sécurité sociale généralisée".

A plus long terme, ils ont tous une politique d'alliance avec certains secteurs de la bourgeoisie qui limitent leurs prétentions actuelles. Le PS mise sur un développement dynamique de l'économie de marché, qui en augmentant les revenus de l'Etat permettra d'étendre la législation sociale. Il soutient par conséquent la politique des secteurs industriels de pointe, parmi lesquels se trouvent en bonne position les capitalistes de la santé (pharmaceutiques, médicotchnique, assurances privées). Depuis la crise, sa politique sanitaire est connue : c'est l'austérité, qui passe par la réduction des coûts hospitaliers sur le dos des travailleurs, et celle des coûts ambulatoires par le rabotage du revenu exorbitant des petits entrepreneurs privés que sont les médecins indépendants (200 000 francs par an en moyenne).



La technique médicale : de juteux profits sur le dos des malades.

Quant au PdT et aux POCH, ils ont lancé des initiatives intéressantes pour le développement de policliniques de quartier, à BS, BE et ZH. Mais ils ne demandent pas pour autant la nationalisation globale du secteur ambulatoire, qui est la cause principale de l'augmentation indécrite des coûts de la médecine capitaliste au regard de la misère des prestations offertes, et qui, de plus, entretient dans sa forme actuelle la sélection et l'inégalité des individus face à l'accès aux soins. Ce n'est pas une omission. Il faut y voir la volonté délibérée de ménager des secteurs de la moyenne bourgeoisie (les praticiens indépendants) à qui ils réservent une place douillette au sein du Rassemblement Populaire ou du front antimonopoliste, nouvelles moutures de la stratégie éculée du front populaire.

2. Sur le plan de la prévoyance vieillesse, les positions sont en train d'évoluer face à la résistance patronale à la généralisation du deuxième pilier. Le PS qui a soutenu ce deuxième pilier menace "d'entreprendre dès 1980 des démarches en vue d'introduire une autre solution de la prévoyance vieillesse" 2). Quant au PdT, son Comité Directeur vient de décider de relancer la campagne pour une extension de l'AVS, sans pour autant remettre en question le deuxième pilier, dont il s'est très bien accommodé.

A toutes ces forces, nous disons que le projet d'initiative "pour une sécurité so-

ciale des personnes âgées, des survivants et des invalides" peut servir de base à la discussion.

Mais comment faire aboutir une telle revendication ?

La politique de l'autruche

Alors que la Sécurité sociale, cette revendication fondamentale du mouvement ouvrier, n'a jamais pu être réalisée que sur la base d'une intense mobilisation des travailleurs, les réformistes s'en remettent, sur le plan politique, à la stricte mobilisation électorale des masses. Ils font ainsi semblant de ne pas voir que le système capitaliste va inexorablement vers une diminution durable des dépenses sociales, à moins d'une riposte ouvrière d'envergure. Cette riposte ne peut être réduite à un enjeu électoral. Deux conditions sont nécessaires pour qu'une telle revendication puisse se traduire par une amélioration réelle de la sécurité d'existence des travailleurs et une élévation de leur conscience anticapitaliste : a) qu'elle figure dans tous les cahiers de revendications; b) qu'elle s'inscrive dans le cadre d'une alternative globale visant à imposer une sécurité sociale intégrale et une organisation du système sanitaire sous le contrôle des organisations ouvrières. Un tel programme qui est celui des révolutionnaires n'a rien à voir avec le replâtrage que proposent les PS, PdT et consorts.

Nous luttons pour :

- * un système de sécurité sociale unique (couvrant tous les risques), généralisé à l'ensemble de la population sans discrimination d'âge, de nationalité ou de sexe, financé selon le système de l'AVS et par un impôt rapidement progressif sur les hauts revenus et la fortune.

- * la création d'un Service National de Santé, démocratiquement géré et planifié, basé sur la centralisation de toute l'infrastructure sanitaire, hospitalière et ambulatoire. L'ensemble devant être nationalisé avec l'industrie pharmaceutique et médicotchnique — qui contrôle la recherche — sans indemnités.

- * le contrôle ouvrier sur l'organisation des soins afin de limiter la capacité de diffusion, par les institutions sanitaires, de l'idéologie bourgeoise de la normalité. L'auto-organisation sur une large échelle qu'implique la lutte pour un Service National de Santé et le contrôle ouvrier, fournit les bases objectives pour une éducation sanitaire des masses et une prise de conscience collective des mécanismes de contrôle social par la maladie, en même temps qu'elle crée les conditions pour le dépérissement des institutions closes, isolant le malade du reste de la société.

A ce programme, dont il faut détailler les revendications, s'ajoutent celles visant à combattre la rationalisation capitaliste actuelle des hôpitaux.

Le programme minimum qu'avancent les réformistes de tous crins, en se limitant à "certaines améliorations effectives possibles" (POCH) sème en fait des illusions sur les possibilités réelles du système capitaliste et ne récolte que démobilité et défaites. Leur stratégie graduelle les empêche de comprendre le rapport étroit qui existe entre la mobilisation en profondeur des travailleurs pour la réalisation de leurs revendications, et le renversement du système capitaliste dont dépend la réalisation complète de notre programme.

21. 10. 1979, Denfert

1) Journal de Genève, 24. 9. 1979.
2) Tribune socialiste genevoise.



Réunion des délégués d'entreprises italiens au palais des sports de Turin.

Italie Fiat: des licenciements provocateurs

L'orateur le plus applaudi par les cinq mille délégués d'entreprises italiens réunis au palais des sports de Turin mardi 16 octobre fut notre camarade Caforio, un des 61 licenciés de la FIAT, membre du Conseil de fabrique. Lama, en revanche, le dirigeant de la CGIL (de tendance communiste), fut longuement sifflé à trois reprises... Néanmoins, le conseil de fabrique de la FIAT ne réussit pas à faire adopter la proposition de grève générale à Turin pour forcer les patrons de la FIAT à renoncer aux licenciements. L'assemblée adopta la proposition des trois directions syndicales (CGIL, CISL, UIL) d'une grève générale de deux heures dans toutes les entreprises métallurgiques de l'Italie (un million et demi de travailleurs), assortie d'une grève générale de deux heures de toutes les entreprises de Turin. Face à l'annonce de ces licenciements, qui frappent de plein fouet les acquis syndicaux de la classe ouvrière turinoise et italienne tout entière, la riposte se dessine pour l'instant d'une manière cahotique.

Entre le terrorisme et l'attaque patronale

S'il fallait une preuve du caractère suicidaire de la campagne entreprise à propos du terrorisme par le PCI et la plupart des organisations ouvrières à la suite des partis bourgeois en soutien à l'Etat et à ses institutions, la voici : Agnelli, patron de la FIAT, licencie 61 travailleurs en les accusant d'être des agents ou des sympathisants du terrorisme dans les ateliers ! On ne saurait mieux révéler non plus le caractère anti-ouvrier de la stratégie choisie par ce qu'on appelle en Italie le "parti armé".

Depuis quelques mois, voire années, le rapport de forces acquis durant "l'automne chaud" et que le mouvement ouvrier avait réussi à maintenir à un haut niveau dans la grande majorité des principaux secteurs industriels tout au long de la dernière récession, commençait à s'effriter. Non pas que la classe ouvrière se soit découragée, mais bien plus par manque de perspectives, aussi bien sur le plan politique que syndical. Les partis ouvriers (PCI en tête, mais aussi le PSI) flirtaient avec les gouvernements démocrate-chrétiens successifs. Les récentes campagnes électorales voyaient l'avance du PCI stoppée ; un PCI qui, obligé de renoncer à son "soutien passif" au gouvernement DC, refusait néanmoins d'entamer un cours réel d'opposition, bref refusait la confrontation avec le patronat au moment où celui-ci ne laissait pas passer une seule occasion d'avancer dans la voie des restructurations.

Aujourd'hui, à l'Olivetti de Turin, ce sont 4 500 licenciements qui sont annoncés. Pourtant, jusqu'ici, le chômage en Italie n'était pas le fait des licenciements. Le mouvement syndical avait réussi à les interdire dans les secteurs les mieux organisés.

A la FIAT-Mirafiori, nos camarades¹⁾ décrivent (Bandiera Rossa, 23. 9. 1979) comment de récentes batailles contre la restructuration et l'accélération des rythmes de travail qui en découlaient furent perdues dans plusieurs ateliers, faute d'avoir pu faire comprendre à tous les ouvriers l'enjeu de ces luttes. Lors des luttes contractuelles de cet été — les piquets de grève bloquèrent par exemple l'entrée et la sortie des marchandises à la Mirafiori — le refus des syndicats de s'acheminer vers une confrontation au niveau national revint à laisser les secteurs les plus combatifs de la classe ouvrière dans l'isolement face au patronat. Pendant ce temps, FIAT avait acquis la majorité des actions de la SEAT espagnole ; une offensive similaire et simultanée se déroule en Espagne contre les droits syndicaux imposés antérieurement par les travailleurs : les grèves récentes des ateliers de vernissage par exemple, contre l'augmentation des cadences, ont été déclarées "grèves sauvages" par le patronat, et les grévistes menacés de licenciements. Face à cela, nos camarades propagent inlassablement la nécessité de mettre sur pied une coordination des luttes entre Barcelone et Turin, et décidèrent de faire paraître un organe commun intitulé "Fiat-Seat — Stessa Lotta — Misma Lucha"

("Fiat-Seat — Même lutte").

Cependant, les 61 licenciements de la FIAT marquent un tournant, préparé ces dernières semaines par une violente campagne de presse ("les signaux — du terrorisme, ndlr — viennent de l'usine") et de nombreuses menaces du patronat contre des militants syndicaux, que ce soit à Venise (contre les défilés dans les ateliers), ou à Pordenone (contre les piquets d'ouvriers bloquant le trafic). Turin a subi pratiquement une occupation militaire, sous le prétexte de prévenir de nouveaux attentats de Prima Linea ou des Brigades Rouges...

Une riposte hésitante — une combativité toujours présente

Les réactions des cinq mille délégués de la métallurgie italienne à Turin le mardi 16 octobre dénotent tout de même une volonté de ne pas laisser passer cette grossière provocation du premier patron italien. Durant les deux heures de grève dans toute l'Italie mardi 23 octobre, des assemblées se tiendront, et nul doute que la perspective d'une grève générale sera au centre des débats. Mais du côté des directions syndicales, et de même du côté du PCI et PSI, la position reste extrêmement ambiguë. Le refus du terrorisme est avancé en premier lieu ;

on montre beaucoup de compréhension pour le patronat et les petits chefs "terrorisés", victimes d'attentats ou — c'est tout différent — encore impuissants à faire régner dans les usines le silence et l'ordre patronaux. La confusion entre ces deux phénomènes — l'un produit d'une stratégie que nous considérons comme aberrante, l'autre produit par le rapport de forces entre classe ouvrière et patronat sur le lieu de travail — est sciemment entretenue par les dirigeants traditionnels. Ils affirment aujourd'hui encore que la lutte contre le terrorisme est leur souci primordial ("l'ennemi principal" en somme). On comprend tout de suite que les conséquences de cette politique, si elle n'est pas massivement désavouée par l'écrasante majorité des travailleurs dans les prochaines semaines, peuvent être catastrophiques pour le mouvement syndical italien tout entier, qui risque de se retrouver projeté dans la situation des années 50, lorsqu'Agnelli faisait expulser les syndicats des usines FIAT. Ainsi, ces dirigeants se disent prêts à accepter ces licenciements si... la justice bourgeoise reconnaît comme valables les preuves de complicité des licenciés avec les terroristes. Jusqu'ici, Agnelli n'a pas exhibé de telles preuves, et pour cause ! Ils reprochent à Agnelli

d'avoir pris la place du juge. Encore une fois, l'axe de la politique réformatrice en Italie passe par la défense de l'Etat bourgeois et de la justice présentée comme "neutre" — la justice des patrons bien entendu.

Néanmoins, la politique fiscale et économique de l'actuel gouvernement DC suscite une inquiétude et une opposition croissantes. La fin du mois d'octobre sera marquée non seulement par les grèves d'aver-tissement en rapport avec les licenciés de la FIAT, mais également par des grèves dans tous les secteurs pour protester contre le gouvernement. De la jonction de ces deux mouvements simultanés pourra peut-être naître une ferme riposte aux provocations patronales.

Nous regarderons ces jours prochains avec anxiété cette bataille se dérouler. De son issue dépendra le sort du mouvement syndical en Italie pour toute la période de la prochaine récession et notamment les restructurations dans le secteur automobile.

18. 10. 1979, F.G.

1) Implantés dans plusieurs grandes entreprises de Turin, Milan, Brescia et dans le Sud, les GCR (Groupes Communistes Révolutionnaires) ne peuvent en revanche prétendre jouer un rôle de poids sur le plan politique. Ils publient un hebdomadaire, Bandiera Rossa. Abonnement : un an 12 000 Lires, CCP 130 762 03, Edgardo Pellegrini, Milano.



La classe ouvrière italienne : une combativité toujours présente que le patronat cherche à briser.

photo la brèche



Brésil: création du Parti des travailleurs

A mi-octobre, on apprenait la création à Sao Bernardo, au Brésil, du Parti des Travailleurs (PT), à l'initiative d'une centaine de dirigeants syndicaux et après un travail de préparation de plusieurs mois.

La création de ce parti est un signe incontestable de la renaissance de la combativité de la classe ouvrière brésilienne et de sa recherche d'instruments politiques et syndicaux indépendants du pouvoir et de la bourgeoisie.

Le 12 mai 1978 restera comme une pierre blanche dans l'histoire du mouvement ouvrier brésilien : pour la première fois depuis 10 ans, la classe ouvrière renouait avec la grève. Ce jour-là, 60 000 métallurgistes de l'ABC (initiales des principaux centres de la banlieue industrielle de Sao Paulo : Santo André, Sao Bernardo et Sao Caetano) entrent en lutte; la brèche ainsi ouverte n'allait plus se refermer : les enseignants, les employés du secteur public, les étudiants, les ouvriers de

la construction suivaient l'exemple des métallurgistes. Ceux-ci reprenaient le combat au début de l'année : 200 000 métallurgistes menèrent du 13 au 28 mars dernier une grève générale (la brèche, no 205, 31. 3. 79), qui, durement réprimée par le gouvernement, débouchait toutefois sur une victoire partielle.

Pour répondre à cette montée des luttes, le gouvernement du général-président Figueiredo tente de jouer la carte de l'"ouverture démocratique", le vieux système bi-

partiste (avec un parti gouvernemental, l'ARENA, et un parti d'opposition "toléré" le Mouvement Démocratique Brésilien - MDB) s'étant révélé incapable de les canaliser politiquement. L'"ouverture", dans la volonté des dirigeants de la dictature militaire, est plus que limitée : ne pourront se constituer comme partis que les organisations appuyées par 10 o/o des parlementaires actuels de chaque chambre, ou qui obtiendront 5 o/o des voix aux prochaines élections, répartis

dans neuf au moins des vingt-deux Etats, avec un minimum de 3 o/o dans chacun d'eux. Du reste, l'initiateur de cette politique, Figueiredo, n'est autre que l'ancien chef de la police secrète !

Ce projet d'ouverture, soutenu par l'impérialisme, vise à maintenir, à travers les partis ainsi filtrés, une direction bourgeoise sur la classe ouvrière et les travailleurs, quitte, si nécessaire, à recourir au vieux parti de l'ancien gouverneur Leonei Brizola, le Parti travailliste brésilien. Ce dernier rencontre les faveurs de la social-démocratie internationale, qui cherche ainsi, une fois encore, à stabiliser un régime pourtant détesté par les masses populaires.

Le Parti des Travailleurs : la voie de l'indépendance de classe

Dans l'un de ses documents ¹⁾, le Parti des Travailleurs se qualifie lui-même comme "un parti sans patrons", "né précisément pour offrir aux travailleurs une expression politique unitaire et indépendante au sein de la société". Son but est d'"élever le degré de mobilisation, d'organisation et de conscience des masses, (...) fortifier les classes travailleuses pour l'indépendance politique et idéologique des couches populaires et en particulier des travailleurs". Sa plateforme politique est centrée autour de trois grands corps de revendications : les **libertés démocratiques** (syndicats libres et indépendants de l'Etat, liberté d'organisation dans les entreprises, pour une centrale syndicale unique, démantèlement des organes répressifs, amnistie générale), l'**amélioration des conditions de vie et de travail** (SMIG national unique, fin du blocage des salaires, échelle mobile des salaires, congés payés, socialisation de la médecine, démocratisation de l'enseignement, garantie de logement pour tous les travailleurs) et la **question de l'indépendance nationale** (nationalisation des entreprises de base, nationalisation de toutes les entreprises étrangères, nationalisation des grandes entreprises et des banques, réforme agraire et impulsion de coopératives agricoles).

L'enjeu apparaît donc clairement : par la construction du Parti des Travailleurs, il s'agit de donner, pour la première fois dans son histoire, au mouvement ouvrier brésilien un parti de masse, indépendant et politiquement autonome. Les obstacles qu'il doit encore vaincre (faible niveau de conscience politique de ses dirigeants, opposition d'une partie de l'extrême-gauche - maoïste et communiste, le Parti communiste brésilien travaillant dans le MDB -, retard dans sa construction à la base, sur les lieux de travail et d'habitation, localisation dans la région de Sao Paulo) n'empêchent pas de considérer sa création comme un pas significatif de la classe ouvrière vers son indépendance politique.

¹⁾ Dans son numéro 60, du 4. 10. 1979, Inprecor publie plusieurs documents du PT, accompagnés d'un article de Socorro Ramirez.

Nicaragua: "Nous sommes dans une situation de dualité de pouvoir"

Entretien avec P. Ortiz, responsable syndical

Au Nicaragua, tout le monde est en train de s'organiser. La majorité des travailleurs des villes et des champs s'intègrent à la Centrale sandiniste, surgie après la victoire. Le Front sandiniste encourage l'organisation la plus large : "Que personne ne reste inorganisé", telle est la consigne. Pedro Ortiz, membre de la coordination régionale de Managua et l'un des principaux dirigeants de la Centrale syndicale sandiniste (CST), est un jeune professeur.

* Comment définis-tu l'Etat actuel ?

Bien, comme un Etat bourgeois. Il y a une dualité de pouvoir.

* Explique-toi davantage.

Ce qui est en jeu, ce sont les principes du système capitaliste. Ici, ils n'ont pas été touchés. Mais, en même temps, nous sommes conscients du fait que nous allons construire un Etat socialiste. Cela pourra emmerder l'impérialisme et les gouvernements réactionnaires d'Amérique Latine et du monde, mais si nous voulons être objectifs, l'humanité vit aujourd'hui un moment de transition... Nous nous trouvons dans l'une des grandes périodes de transition, qui constituent des avancées de l'humanité et que l'impérialisme lui-même ne peut empêcher.

* Les cadres moyens des Comités de défense sandinistes (CDS), ceux de la classe ouvrière aspirent à un avenir socialiste. Ils nous ont indiqué qu'ils veulent pour le moment éduquer le reste du peuple pour qu'il comprenne la nécessité d'un changement radical vers le socialisme. Vous, en tant que centrale syndicale, avec pour objectif, d'après une camarade, de bien faire comprendre qui est l'ennemi de classe. Cela signifie qu'il va y avoir des confrontations plus dures avec la bourgeoisie. Vous essayez d'éduquer la classe ouvrière dans cette perspective ?

Non seulement dans ce but... La classe ouvrière constitue l'avant-garde, celle qui dirige et construit son propre avenir. Ce que nous sommes en train d'accomplir comme un devoir, c'est d'élever son niveau de conscience, parce que la classe ouvrière est seule capable de construire un Etat socialiste, un Etat qui garantisse la justice sociale.

* Un Etat ouvrier nécessite des formes organisées pour le soutenir. Dans la révolution de 1917, et avant même 1905, les ouvriers ont

construit des soviets, des conseils ouvriers et paysans. Quand la révolution d'Octobre a triomphé, les soviets se sont transformés en organisations qui étaient la base même de l'Etat ouvrier. Au Nicaragua, y aura-t-il un type d'organisation de masse qui soutienne l'Etat ouvrier ?

Sans aucun doute. Ce sont les masses, la classe ouvrière qui adopteront des formes d'organisation pour l'administration, pour le contrôle politique, pour l'administration de l'Etat. Ces formes vont surgir de notre réalité concrète, réelle et objective. Ce n'est pas quelque chose que nous pouvons inventer du jour à lendemain. Actuellement, nous construisons les Comités de défense sandinistes, la Centrale sandiniste des travailleurs, nous construisons et organisons les syndicats. Nous essayons de former nos cadres ouvriers. Il nous faut des gens préparés pour le contrôle politique de l'Etat et massivement pour pouvoir maintenir, soutenir et développer un Etat. C'est une chose sérieuse et une responsabilité extraordinaire parce qu'il s'agit du futur et de l'avenir du peuple.

* Les CDS représentent une autorité réelle dans les quartiers, mais crois-tu qu'il s'agisse de l'embryon du pouvoir prolétarien, ou seulement d'un aspect, dans la mesure où les ouvriers dans leurs usines et les paysans sur leurs terres ont besoin de leur propre organisation qui ne peut se réduire aux CDS ?

L'organisation doit se développer en accord avec les besoins concrets et les réalités. Les CDS sont une nécessité réelle et objective, pour surveiller, contrôler et diriger certaines activités dans les quartiers, au niveau civil. Mais devront aussi exister des comités de défense des travailleurs, qui défendront le développement des entreprises, le développement de la production, surveilleront l'ennemi pour qu'il ne sabote pas et tenteront de prévenir de possibles tentatives pour frapper la révolution. Un Etat ouvrier signifie que c'est la classe ouvrière et paysanne qui dirige au moyen de ses formes organisées dans les usines, que ces dernières sont entre ses mains. Définitivement.

* Comment définis-tu la situation actuelle de la lutte de classes ?

Nous disons qu'il y a actuellement une situation de dualité de pouvoir. Qu'en ce moment subsistent les principes du système capita-

listes. Que la lutte de classes en ce moment passe entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre les travailleurs et le patronat qui détient les moyens de production. C'est une lutte intelligente dans laquelle sont en jeu des principes idéologiques, c'est une lutte politique et économique.

* Pourtant, le Front sandiniste a appelé les ouvriers à ne pas faire grève en ce moment, parce que l'objectif fondamental est la reconstruction. Est-ce qu'objectivement,

capités et de ses besoins". Pour parvenir à cela, nous devons construire, élever la production, améliorer qualitativement tous les aspects de la vie.

* Mais qui garantit aux travailleurs que l'actuelle situation aboutira à une autre, totalement différente, dans laquelle ils dirigeront eux-mêmes ? Tu définis l'Etat comme bourgeois et celui-ci défendra toujours le système capitaliste, j'y vois une contradiction avec le fait d'ap-



photo la brèche

cela ne favorise pas la bourgeoisie ?

Objectivement, il est nécessaire de relever au maximum les niveaux de production qui étaient tombés à zéro. (...) L'un de nos problèmes les plus importants et que nous sommes en train de résoudre, c'est que la classe ouvrière prenne conscience que, d'une certaine manière, faire grève aujourd'hui serait faire grève contre elle-même... Plus de 50 o/o des terres cultivables par exemple passent sous contrôle de l'Etat et occupent des milliers de travailleurs. Faire grève contre l'Etat serait, dans ce cas, faire grève contre soi-même, parce que ces terres passent sous le contrôle des ouvriers et des paysans. Il est indiscutable que se maintiennent encore certaines formes de contrôle propres au capitalisme. C'est pourquoi, nous sommes tout à fait clairs sur le fait qu'il s'agit d'une étape de transition dans laquelle le système capitaliste demeure pleinement en vigueur. Il faut comprendre que nous commençons à peine et qu'il est bien difficile pour nous de mettre en pratique le principe que

"chacun vive en fonction de ses ca-

peler à ne pas faire de grèves... Non. Parce qu'il y a une influence de la classe ouvrière dans cet Etat bourgeois. S'il nous a fallu vingt ans pour renverser la dictature, il nous faudra un certain temps pour surmonter la situation terrible dans laquelle nous sommes. La garantie aujourd'hui est celle de la classe ouvrière elle-même, avec sa participation, son organisation, avec la liberté politique dont nous jouissons. Nous comprenons bien que la bourgeoisie sait qu'elle se trouve dans une situation de lutte et qu'elle se maintiendra au pouvoir si elle en est capable. Sinon, son incapacité la relèguera au musée de l'histoire de notre pays...

* Robelo et la señora Chamorro représentent la bourgeoisie au sein du gouvernement ?

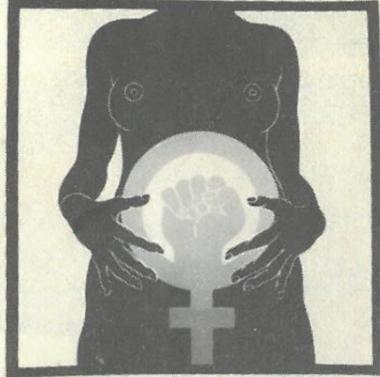
Je pense plutôt qu'ils représentent le gouvernement de reconstruction nationale et, qu'à ce niveau, ils ont été conséquents avec le programme de reconstruction nationale.

Propos recueillis
par Jesus Rodriguez
Vargas, le 20 septembre

Le Collectif Halosis présente

L'AFFICHE SAUVAGE A GENEVE 1968-78

OUI
à la solution des délais



Il y a peu s'est tenue à Genève une exposition consacrée à "L'Affiche sauvage à Genève 1968-1978", d'une richesse graphique et politique certaine et qui, sauf contretemps, devrait être présentée prochainement à Lausanne. Nous avons demandé au collectif HALOSIS (qui regroupe des graphistes, peintres, photographes, dessinateurs, sculpteurs, musiciens et autres travailleurs artistiques), qui est à l'origine de cette manifestation, de présenter brièvement sa démarche.

* D'où vient et comment se définit le collectif HALOSIS ?

Le collectif HALOSIS est né d'une volonté de certains travailleurs artistiques, militant ou non au sein de groupes politiques, d'amorcer une réflexion, parallèlement à

fabrication, le choix des symboles, etc... Pourquoi ?

Cette exposition n'est ni une nostalgie ni une collection. Elle est un engagement. Il nous a paru important de ne pas prêcher que des convaincus. C'est pourquoi l'une de nos options était de démontrer que l'efficacité d'une affiche n'est pas en relation directe avec les moyens matériels employés pour la produire, mais plutôt avec les compétences, la sensibilité et la perception de la réalité de ses auteurs.

* On lit dans votre exposition une phrase encadrée : "Pourquoi ne jamais prévoir le coût de la création d'une affiche, et toujours envisager de payer le fabricant". Pensez-vous qu'une telle exposition permettra une meilleure compréhension réciproque entre les "producteurs" d'affiches sauvages et leurs "créateurs" ?

Notre but est que les groupes et organisations militants reconnaissent qu'il n'y a pas de raison de demander de l'artiste qu'il renonce à son gagne-pain pour être un militant. Nous sommes conscients cependant du gros problème qu'il y a pour l'artiste de démystifier les rapports entre créateurs et commanditaires. Nous connaissons, par exemple, des imprimeurs militants qui vivent quasi exclusivement de leur production militante. Une telle possibilité est constamment refusée à l'artiste. Pourquoi ?

* Au-delà de l'exposition elle-même, n'avez-vous pas, par votre démarche, voulu promouvoir la pratique de l'affichage sauvage et démontrer au public que, contrai-

9 HEURES CONTRE LA PFS



samedi 11 nov.
dès 17h.30
au casino de Montbenon

17h.30 - La fête
dès 18h.30 CABARET
avec Yvette Thévoz,
Jean-Pascal Laederhann (piano) et Jean-François Mages (contrebasse).
Christiane Orli, chanson du mouvement ouvrier.
Vincent Aubert, chanson mime
à 20h MEETING
avec Thévoz et Mages
Milo Lang, musique de jazz de Genève
sous réserve d'un représentant des paysans valaisans
Amos Marmont, musique de R. et J. Les Libéraux
à 20h30 de nouvelles chansons de nos poètes romands, en Suisse
M. M. Grunauer, chant pour la justice, le respect et la liberté
débute 21h.30 FETE et BAL
BEAU LAC DE BAILE, rock, Genève
PAULO BELLINATI, ORCHESTRA DA FUMACA,
carnaval brésilien

un travail concret, sur les rapports socio-économiques avec ces mêmes groupes d'une part, et avec les circuits de diffusion habituels du marché de l'art d'autre part.

* Quel but vous êtes-vous fixé en montant cette exposition sur l'affiche sauvage à Genève ?

Sachant que de longues palabres sur la problématique des artistes et de l'art ne mèneraient nulle part, nous avons décidé de monter cette exposition, qui présente trois aspects politiques distincts :

— Montrer, par l'exemple, la possibilité d'une telle réalisation.

— Rappeler dans l'esprit du public genevois dix ans de l'histoire de ses luttes.

— Sensibiliser les visiteurs à la présence et à la signification des affiches sauvages.

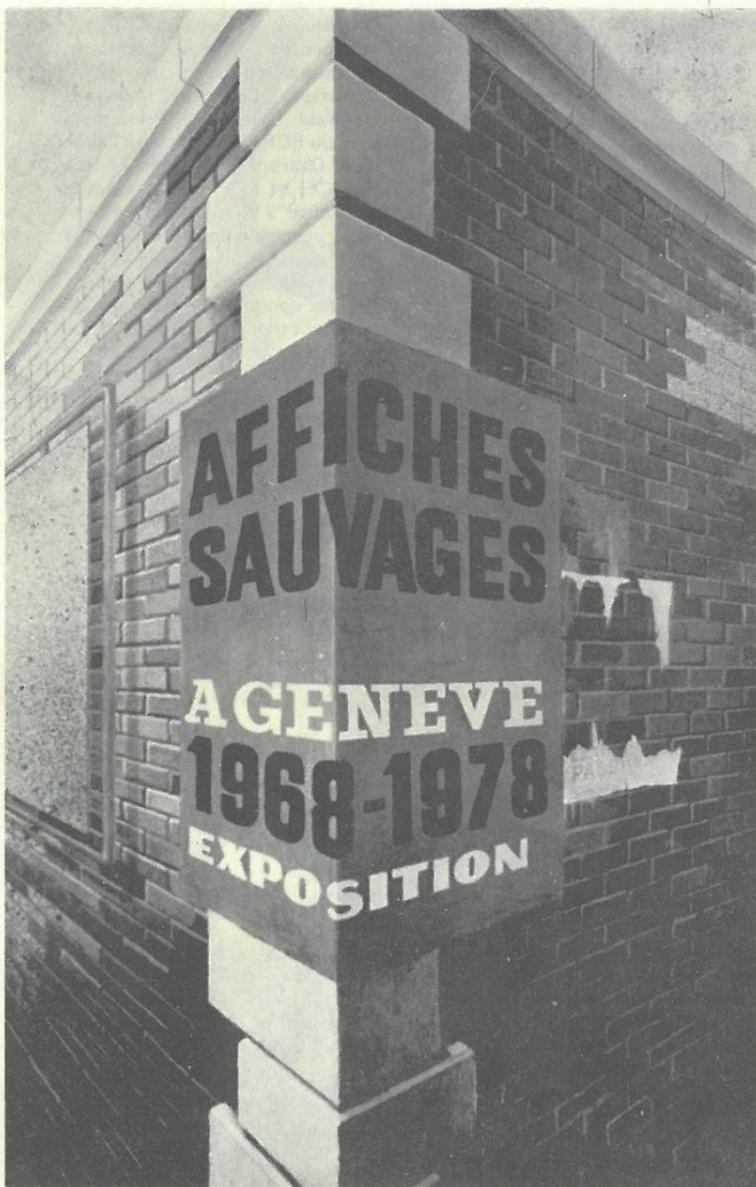
* En parcourant l'exposition on remarque que vous avez fait le choix de ne pas seulement exposer les affiches par thèmes ou chronologiquement, mais au contraire d'expliquer à travers elles les problèmes que posent la création, la



remement à ce que beaucoup pensent, l'affiche sauvage ne "salit" pas la ville ?

Nous n'avons pas à promouvoir un fait accompli, mais à le mettre en évidence. En effet, l'affiche sauvage est une nécessité et une réalité quotidiennes. Quant à notre démarche, elle est la défense et l'ouverture de nouveaux espaces de diffusion indépendants des lois de l'offre et de la demande, murs compris. La liberté d'expression n'est pas salissante.

* Vous avez invité le CLA (Comité pour la Liberté d'Affichage) à l'émission radio qui vous était consacrée, c'est donc que vous tenez à



inscrire cette exposition dans un contexte militant ?

Nous avons invité le Comité pour la Liberté d'Affichage, de Lausanne, parce qu'il est, à notre connaissance, le premier groupe de Suisse romande à entamer la lutte sur le terrain juridique et politique complémentaire au domaine créatif que nous défendons. Ces deux modes d'action s'inscrivent dans la même finalité. D'autre part, il est évident pour nous que notre exposition constitue un acte militant.

* Pouvez-vous présenter le livre que vous allez publier. Sa conception sera-t-elle semblable à celle de l'exposition ?

L'exposition, en tant que manifestation visuelle, est éphémère. Elle doit être relayée par une deuxième expérience, sur les mêmes bases, à travers un autre moyen de communication permettant une plus large diffusion et qui soit un meilleur véhicule du langage théorique, donc un livre, composé d'une cinquantaine de pages de texte, de quelque 250 reproductions d'affiches sauvages en quadrichromie, avec index et répertoire, relié. Naturellement, pour réaliser ce livre il faut de l'argent. On peut donc souscrire dès maintenant en versant fr. 65.- à notre CCP : HALOSIS Genève, CCP 12 - 19 936.

Pour couvrir les frais de l'exposition, nous avons produit un roman-photo, accompagné d'un disque, que l'on peut se procurer auprès de : à Genève : Kiosque du Boulevard, Que faire ?, La Taupe, La Marge, Cumulus, La Malle Folle; à Lausanne : La Taupe, La Marge, La Proue; ou sur demande, au prix de fr. 10.- (frais de port en sus) chez HALOSIS, 5 rue Mme de Staël, 1201 Genève. L'affiche ci-contre de l'exposition peut être obtenue à la même adresse.

Lausanne : FAITES PARLER LES MURS...

Ces jours, une affiche (reproduite ci-contre) intrigue les passants à Lausanne. Cette bouche qui parle le fait insolemment en tirant la langue sur les murs de la ville. Ce droit à la parole, elle le revendique pour les opprimés, pour les "marginés", pour les groupes artistiques à petit budget et, plus généralement, pour le mouvement ouvrier.

Car l'affiche sauvage est interdite à Lausanne comme dans beaucoup de villes suisses. Prétente : elle salit les murs ! En réalité : elle est incontrôlable, elle informe vite, elle mobilise (parfois), elle critique, elle polémique... et elle ne passe pas à la caisse ! Donc, elle est suspecte ! au même titre que les journaux militants, les stands politiques contestataires et les tracts. Il faut donc canaliser tout cela, contrôler et s'assurer... Vieille tactique policière de la bourgeoisie qui, tout en s'affirmant championne des droits et des libertés, s'assied dessus pour mieux les entraver.

De plus, comme dans notre société tout se vend et tout s'achète, on va même jusqu'à vendre l'espace

communal à une société privée, la Société Générale d'affichage, qui, moyennant une redevance fort mo-

Si vous n'avez pas les "moyens" de vous payer la SGA, vous n'avez pas non plus le "droit" de coller librement votre affichette...

C'est la raison pour laquelle l'ancien Comité vaudois contre la PFS, qui avait été confronté à ce problème, vient de lancer une campagne à Lausanne pour la municipalisation de la SGA et le droit à l'affichage libre en ville. Une motion (cosignée par Michel Bory, 3 populistes et une socialiste) va être développée au Conseil communal dans ce sens et tout un travail d'explication (tracts, affiche, animation de rue) démarrera ces prochains temps. Dans le cadre de cette campagne, le Comité pour la liberté d'affichage (CLA) — qui impulse le mouvement — espère aussi organiser à Lausanne l'exposition "1968-1978 : 10 ans d'affichage sauvage" préparée par le groupe Halosis de Genève.

Toute personne et tout groupe intéressés à cette campagne peuvent s'adresser au CLA : case postale 186, 1000 Lausanne 17. Soutien financier : CLA, CCP 10 - 19 871, Lausanne.



deste, monopolise l'affichage à Lausanne et dans toute la Suisse, à des tarifs prohibitifs.

Procès de Prague: Ils ont osé!

La lourde patte de la justice bureaucratique s'est abattue, malgré la vague de protestations internationales, de tout son poids sur les militants du VONS, accusés par la bureaucratie de "subversion contre la république" :

Petr Uhl, condamné à 5 ans de prison, V. Havel à 4 1/2 ans, V. Benda à 4 ans, J. Dienstbier à 3 ans, O. Bednarova à 3 ans et D. Nemcova à 2 ans avec sursis et 5 ans de mise à l'épreuve. Le procureur avait exigé dans son réquisitoire la peine maximum, soit 10 ans.

En frappant si fort les militants parmi les plus actifs, la bureaucratie cherche à faire un exemple et à inspirer une peur qu'elle pense salutaire à tous les oppositionnels. Incapable de respecter sa propre Constitution, la bureaucratie croit pouvoir se débarrasser aux moindres frais de ces "empêcheurs de danser en rond" que sont les oppositionnels. Le but est évidemment de parvenir ainsi à détruire la Charte 77.

Raison de plus d'amplifier la campagne internationale pour la défense des autres membres de la Charte 77 menacés (A. Cerny, emprisonné au mois d'août, par exemple) et pour obtenir la libération des condamnés de Prague.

**LIBERTE POUR PETR UHL ET SES CAMARADES !
BUREAUCRATES,
BAS LES PATTES DEVANT LA CHARTE 77 !**

Une délégation de protestation à Prague

Une délégation composée de P. Chéreau (Association internationale de défense des artistes), Dieudonné (Comité des mathématiciens), J.-P. Fay (Comité international contre la répression), C. Samary (Comité du 5 janvier), D. Waki (représentant les membres du PCF ayant soutenu l'appel de la Charte au XXIIIème congrès du PCF) et J.-Y. Potel (rédacteur à "Rouge") s'est rendue à Prague pour protester contre la tenue de ce procès. Arrêtée une première fois par les flics de la bureaucratie, elle fut conduite au Ministère des Affaires étrangères où on lui expliqua que tout ceci n'était qu'une affaire intérieure à la République tchécoslovaque. Relâchée, la délégation se rendit devant le bâtiment du tribunal, pour y tenir pendant une heure environ un piquet de protestation tournant.

Arrêtée une nouvelle fois, la délégation a été ensuite conduite à la frontière et libérée au milieu d'une forêt allemande.

La campagne de protestation

A Paris, une manifestation, appelée par plusieurs personnalités, a rassemblé unitairement plus de 3 000 personnes.

A Bâle, plusieurs militants du Comité de soutien aux opposants de l'Est ont mené une grève de la faim de 77 heures, rappelant ainsi symboliquement l'action de la Charte 77.

A Zurich, le mercredi 24 octobre, une banderole exigeant la libération des accusés ainsi qu'une reproduction de l'affiche (tchèque) de notre couverture, signifiant que ces crimes de la bureaucratie se font contre le léninisme, ont été apposées sur la maison où Lénine vécut à Zurich.

A Genève, une manifestation a eu lieu le mercredi 24 octobre, à l'appel du Comité de Solidarité Socialiste avec les Opposants des Pays de l'Est (CSSOPE¹) et avec le soutien de la LMR, des Jeunesses socialistes, du Parti socialiste et de la Fédération des Syndicats Chrétiens.

1) CSSOPE, case postale 31, 1213 Petit-Lancy 1 (GE), CCP 12-17836 (GE).

En Pologne aussi ?

D'après nos informations, une quinzaine d'étudiants auraient été arrêtés après avoir manifesté leur solidarité avec les accusés de Prague. A la suite de cette action, la police aurait arrêté et perquisitionné 11 personnes dont plusieurs militants du KOR (Comité de défense sociale).

Bahro libéré!

Rudolf Bahro et l'objecteur de conscience N. Hübner ont été libérés dans le cadre de l'amnistie accordée par la bureaucratie de RDA à l'occasion du 30ème anniversaire de la république. Non sans conditions préalables, semble-t-il, puisque les autorités ont "laissé" Bahro et Hübner "se rendre" en République fédérale allemande, ce qui exclut toute possibilité de retour. Il n'empêche que la libération de Bahro est un succès de la campagne de solidarité, qui, en posant de manière permanente le problème de sa libération dans l'opinion publique, empêcha la bureaucratie de bénéficier des avantages de l'oubli.

Dès son arrivée en RFA, Bahro, dans un entretien avec l'hebdomadaire "Der Spiegel" a précisé certaines de ses positions. Nous en publions quelques extraits, qui nous semblent intéressants.

* *Monsieur Bahro, en RDA, vous étiez un opposant au système; en RFA, vous êtes un opposant au système. Que voulez-vous finalement faire, comme communiste, ici ?*

Ce que j'ai combattu en RDA, ce n'était pas simplement le système, mais une certaine constitution de ce système. Ce que je veux combattre en RFA, ce n'est pas l'ensemble de la formation sociale. Le système, en République fédérale, ne se réduit pas au capitalisme.

* *Mais ?*

Je suis convaincu, et cela détermine aussi mon attitude face à la politique ici, qu'il ne peut être transformé que par l'évolution. En ce qui concerne le capitalisme, cette évolution aura assurément un contenu révolutionnaire.

* *Concrètement ?*

Soyons très clair. Aux 18e et 19e siècles, à l'époque du capitalisme de libre concurrence, les petits capitalistes et commerçants cherchèrent, sans considération pour les conséquences humaines et sociales, à maximiser leur profit. Cependant, alors qu'à cette époque, il y avait une bande de petits profiteurs relativement inof-



Rudolf Bahro à son arrivée en Allemagne de l'Ouest, après son extradition de fait de la République démocratique allemande.

fensifs pour l'ensemble de la société et pour la civilisation, nous avons maintenant un troupeau dévastateur de mammoths qui ruinent toute notre civilisation : les grands monopoles.

* *Et vous voulez dompter ce troupeau ?*

Il doit être subordonné, soumis. Je le vois ainsi : on doit arriver à ce que la société contrôle l'Etat, que l'Etat devienne un instrument de la société, que la lutte de concurrence colossale des monopoles soit également contrôlée au niveau international.

(...)
* *Si vous voulez agir dans cette société, vous avez alors besoin d'une base politique. Voulez-vous entrer dans le Parti social-démocrate (PSD) ?*

Oh, non !
* *Qu'est-ce qui vous en empêche ? Le PSD aussi veut placer les monopoles sous contrôle ?*

Ce que j'ai dit, on peut le lire dans l'organe théorique du PSD "Neue Gesellschaft", on peut aussi le lire chez les idéologues de

l'eurocommunisme. Ce n'est pas le problème. Le PSD, c'est bien le drame, doit gérer le système, tel qu'il est maintenant. Par là, il y est lié et enchaîné. Ce serait une erreur grave d'entrer dans le PSD. Cela décevrait, décevrait totalement tout ce qui espère en moi ici.

* *Vous ne pouvez pas entrer dans le Parti communiste non plus.*

Je crois que le Parti communiste, avec mon analyse du socialisme réellement existant est maintenant vraiment mort théoriquement.

(...)
* *Avez-vous des contacts avec les eurocommunistes ?*

Jusqu'à maintenant pas. Mais je suppose qu'on discutera certainement avec moi. Vis-à-vis de l'eurocommunisme, je me sens une obligation : je dois participer à la réunion de ce qui, depuis 1917/1918, est séparé dans le mouvement socialiste.

* *L'unité des sociaux-démocrates et des communistes ? Mais où se trouve dans ce pays le partenaire du PSD ?*

Vous avez tout à fait raison

avec cette question ! Mais je ne veux pas en dire plus.

* *Est-ce que cela signifie que vous allez essayer de créer un tel partenaire, en rassemblant la gauche indépendante ?*

C'est en fait ce que l'on attend de moi, que j'y participe.

* *Comment peut-on se le représenter ? Voulez-vous fonder un parti ? Juste maintenant, une année avant les élections ?*

Bon, je suis arrivé (en RFA) maintenant. Je dois maintenant me décider pour une ligne politique — et je le ferai, en prenant tous les risques. Je peux complètement déraiser à cette occasion. Cela peut tout à fait tourner mal.

* *Encore une fois : il s'agit de construire un partenaire socialiste pour le PSD ?*

Vous êtes opiniâtres. Bon : j'en ai vaguement l'intention.

* *Comment et à partir de quelle position ? Comme un chercheur privé, qui s'exprime occasionnellement par ses articles ou par d'autres livres ?*

Je n'ai pas encore de conception claire du fonctionnement possible du mécanisme politique. Il faut le voir encore.

(...)
* *Quels groupes voudriez-vous contacter pour constituer un nouveau mouvement socialiste (...). Faut-il s'attendre à une sorte de manifeste, d'appel à la gauche indépendante à se rassembler derrière Rudolf Bahro ?*

Il y a de nombreux groupes et groupuscules orientés à gauche. Et ils se raccrochent beaucoup — c'est ce qu'il me semble de loin, je peux me tromper — à certains fragments théoriques de différentes sortes. On peut se disputer sans fin ainsi. (...) Je me dis donc : s'il était possible de mettre sur pied une conception qui dès le départ se place au-delà de ces points de divergence, on pourrait peut-être alors rassembler quelque chose.

* *Vous voulez donc élaborer une plateforme théorique pour les groupes de gauche divisés entre eux, pour les placer sous un dénominateur commun ?*

Un point de départ théorique : oui. Mais suivi d'un dénominateur commun politique, de certaines orientations, où nous voulons aller pratiquement.

* *De telles tentatives d'organisation de la gauche en-dehors du PSD ont jusqu'à maintenant toujours échoué sur l'égoïsme de ces groupes de gauche.*

Je sais. Moi, personnellement, je ne m'en serai naturellement pas cru d'abord capable. Mais je trouve ici une attente, que, finalement, j'ai fait naître et qui va justement dans ce sens. Dès lors, je dois donc essayer, oser le faire — avec le danger d'être à la fin un homme politiquement mort.

* *Vous devez aussi alors vivre de quelque chose. Vous étiez responsable économique en RDA. Pouvez-vous vous représenter un jour dans le rôle d'un manager dans le capitalisme ouest-allemand ?*

C'est une idée absurde.